



# Conseil de sécurité

Soixante-neuvième année

**7327<sup>e</sup>** séance

Jeudi 4 décembre 2014, à 15 heures

New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Cherif . . . . .	(Tchad)
<i>Membres :</i>	Argentine . . . . .	M. Oyarzábal
	Australie . . . . .	M. Quinlan
	Chili . . . . .	M. Barros Melet
	Chine . . . . .	M. Liu Jieyi
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Pressman
	Fédération de Russie . . . . .	M. Churkin
	France . . . . .	M. Bertoux
	Jordanie . . . . .	M. Hmoud
	Lituanie . . . . .	M <sup>me</sup> Jakubonė
	Luxembourg . . . . .	M. Maes
	Nigéria . . . . .	M. Laro
	République de Corée . . . . .	M. Oh Joon
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Tatham
	Rwanda . . . . .	M. Manzi

## Ordre du jour

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2014/773)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

## **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité**

#### **Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2014/773)**

**Le Président** : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Serbie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Aleksandar Vučić, Premier Ministre de la République de Serbie, et je prie le fonctionnaire du protocole de l'escorter à la table du Conseil.

*M. Aleksandar Vučić, Premier Ministre de la République de Serbie, est escorté à la table du Conseil.*

**Le Président** : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Hashim Thaçi à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2014/773, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

Je donne maintenant la parole à M. Farid Zarif.

**M. Zarif (parle en anglais)** : Il y a presque six mois, le 8 juin, se sont tenues au Kosovo des élections législatives, qui ont été marquées par une participation politiquement courageuse des municipalités à majorité serbe du nord du Kosovo. À présent, le Gouvernement et l'Assemblée du Kosovo devraient finalement être officiellement constitués dans les prochains jours. Le 18 novembre, le Parti démocratique du Kosovo, dirigé par M. Hashim Thaçi, qui représente les institutions kosovares dans cette salle aujourd'hui, et la Ligue démocratique du Kosovo, dirigée par M. Isa Mustafa, ont un accord de principe sur un partage de

pouvoir. Ce compromis entre les deux principaux partis politiques kosovars a exclu les autres partis qui avaient déjà formé un bloc post-électoral. Les deux principaux partis mènent actuellement des négociations sur la structure et le programme d'un nouveau Gouvernement avec la participation des Serbes du Kosovo et d'autres communautés aux fins de la reprise des travaux de l'Assemblée du Kosovo. La Présidente Jahjaga a joué un rôle clef à cet égard en se concertant avec les dirigeants des partis politiques pour les engager à trouver une solution. J'exhorte les dirigeants politiques du Kosovo à mener à bon terme le processus de constitution du nouveau gouvernement et de nouvelles institutions et à concentrer leurs efforts sur la bonne gouvernance. Il faut également veiller à faire prévaloir un esprit d'ouverture et de responsabilité collective en ce moment critique.

Ce retard de six mois a porté préjudice au Kosovo et n'a fait que renforcer le mécontentement de la population à l'égard des dirigeants politiques. Il a en outre entraîné des retards supplémentaires dans la mise en œuvre de réformes institutionnelles urgentes et la reprise du dialogue politique avec Belgrade mené sous l'égide de l'Union européenne. Cependant, entre-temps, des négociations techniques se sont poursuivies sous l'égide de l'Union européenne. Je prends note avec satisfaction des efforts que continuent de déployer les équipes techniques représentant Belgrade et Pristina, et je salue les accords auxquels ils sont parvenus, qui permettent d'améliorer la mise en œuvre des accords antérieurs relatifs à l'énergie, à la gestion intégrée des points de passage et à la liberté de circulation. Je tiens également à appeler l'attention sur les nouveaux arrangements conclus entre Belgrade et Pristina quant à la gestion de visites officielles, qui ont pris effet le 1<sup>er</sup> décembre et qui sont un exemple des progrès supplémentaires réalisés. Néanmoins, je tiens à réitérer qu'il faut imprimer un nouvel élan à ce processus et que les réunions de haut niveau doivent reprendre le plus rapidement possible, pour permettre ainsi aux deux parties de concrétiser les espoirs suscités par ce processus et de tirer parti des possibilités offertes par le processus d'intégration de l'Union européenne.

Je salue la coopération et la coordination dont ont fait preuve les structures municipales dans le nord du Kosovo pendant le processus d'établissement des budgets municipaux de 2015, en dépit de la complexité des structures municipales actuellement en place dans le nord. J'espère que toutes les parties ont pu se rendre compte de l'importance du dialogue au niveau local pour améliorer la gouvernance. Il est grand temps de résoudre

les questions de construction de logements dans la zone ethniquement mélangée de Kroi i Vitakut/Brđjani à Mitrovica-Nord au moyen de mesures mutuellement acceptables. Il faut également maintenir la dynamique en faveur de l'intégration administrative des quatre municipalités du nord du Kosovo. Dans ce contexte, il est essentiel de continuer à faire des progrès en vue de la mise en place de la Communauté/Association de municipalités serbes, conformément à l'accord du 19 avril 2013.

Je salue la contribution apportée par les organes de police et de sécurité du Kosovo aux efforts visant à contenir l'extrémisme violent transnational. Les opérations menées par la police cet été ont donné lieu à plusieurs enquêtes et arrestations dans les mois qui ont suivi. Je prends également note des orientations judicieuses que la communauté musulmane du Kosovo et ses dirigeants continuent de donner concernant ces questions sensibles, ainsi que des positions exprimées publiquement par d'autres chefs religieux et laïques, qui ont dénoncé l'extrémisme à l'unanimité.

La protection du patrimoine religieux et culturel au Kosovo demeure problématique et continue de susciter des préoccupations. Je salue la coopération entre les autorités locales et la Force internationale de sécurité au Kosovo en vue de résoudre les questions liées aux activités illégales de construction menées dans la zone sous protection spéciale entourant le monastère de Visoki Dečani, un site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Les incidents relatifs aux graffitis insultants réalisés dans les environs du monastère au début du mois d'octobre indiquent clairement qu'il faut poursuivre et renforcer les efforts de réconciliation sur le terrain. À cet égard, je note avec satisfaction que ces incidents ont été promptement et fermement condamnés par la Présidente Jahjaga et d'autres autorités de Pristina, ainsi que par des représentants d'autres communautés religieuses du Kosovo.

Les faits récents témoignant de l'amélioration des rapports entre les différentes communautés et religions sont également encourageants. Des visites ont été effectuées entre les membres de la communauté musulmane du Kosovo et du clergé orthodoxe serbe du monastère de Visoki Dečani, qui ont par ailleurs publiquement insisté sur l'importance du dialogue pour promouvoir la tolérance religieuse au Kosovo. En outre, le 24 novembre, une délégation de la communauté musulmane du Kosovo a assisté à une liturgie célébrant

la fête patronale du monastère. À cette occasion, le patriarche de l'Église orthodoxe serbe a fait passer des messages en faveur de la tolérance et a appelé tous les Serbes déplacés du Kosovo à regagner leurs foyers. Je prends également note de la visite effectuée le 12 novembre par 32 élèves albanais du Kosovo, de l'école primaire et secondaire, au monastère dans le cadre d'un projet de sensibilisation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe visant à faire prendre conscience aux jeunes de l'importance de préserver le patrimoine culturel. De telles initiatives sont essentielles pour inculquer le respect et l'appréciation mutuels du patrimoine culturel au sein de toutes les communautés du Kosovo.

Le rythme des retours et de la réintégration des personnes déplacées demeure lent. Cette question préoccupe vivement les acteurs locaux et internationaux. À cet égard, je prends note de l'initiative du bureau serbe pour le Kosovo-Metohija de créer un nouvel organe consultatif qui rassemble des représentants du Ministère kosovar des communautés et des retours, ainsi que de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Cependant, la persistance d'incidents de sécurité touchant les rapatriés et leurs biens ne fait qu'ébranler la confiance. Je me félicite du fait que les institutions de Pristina concernées ont condamné explicitement et promptement ces incidents. Les autorités locales et centrales doivent faire montre de plus de volonté politique pour apporter des solutions satisfaisantes aux problèmes les plus pressants auxquels sont confrontés les personnes qui sont déjà rentrées et celles qui envisagent de le faire.

S'agissant des progrès réalisés pour déterminer le sort des personnes portées disparues dans le contexte du conflit de 1998-1999, je me félicite de la conclusion, le 13 octobre, des opérations de rapatriement des restes humains exhumés de la carrière de pierre de Rudnica dans la municipalité serbe de Raška. Je salue l'engagement et le professionnalisme dont ont fait preuve les équipes d'experts dépêchés par Belgrade et Pristina, qui ont mené à bon terme ce processus sensible en évitant de le politiser. J'exhorte les deux parties à faire preuve de plus de volonté politique et à s'employer activement à résoudre les questions en suspens concernant les personnes disparues, en vue d'apaiser les angoisses de leurs familles, de contribuer à faire avancer le processus de réconciliation et de clore enfin ce chapitre douloureux.

Comme le Conseil le sait, les récentes allégations de corruption mettant en cause des membres actuels et anciens de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) ont attiré l'attention du public et des médias. Le nouveau chef d'EULEX, l'Ambassadeur Gabriele Meucci, a confirmé que des enquêtes à propos de ces allégations ont été lancées depuis 2013 et se poursuivent. Le 10 novembre, la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, M<sup>me</sup> Federica Mogherini, a nommé un expert indépendant chargé d'examiner la mise en œuvre du mandat d'EULEX, en mettant l'accent sur la suite donnée à ces allégations de corruption. Je tiens à souligner qu'en dépit des spéculations, l'on ne peut nullement remettre en question l'intégrité des principes de l'Union européenne en matière d'état de droit ou l'importance cruciale qu'ils revêtent pour les progrès futurs du Kosovo. Dans le même temps, les travaux de l'Équipe spéciale d'enquête de l'Union européenne demeurent d'une importance capitale pour le processus de justice et de réconciliation au Kosovo. J'exhorte l'Assemblée du Kosovo, une fois qu'elle sera pleinement constituée, à adopter à titre prioritaire la législation nécessaire qui permettra au tribunal spécialisé d'entrer en activité au début de l'année prochaine et de commencer à examiner les affaires dont il sera saisi, afin de donner suite dans les meilleurs délais aux travaux menés par l'Équipe spéciale.

S'agissant de l'évolution de la situation à l'échelle régionale, les incidents à caractère ethnique survenus dans plusieurs régions des Balkans occidentaux à la suite de la suspension du match de football opposant l'Albanie et la Serbie qui a eu lieu à Belgrade le 14 octobre ont démontré que les autorités et le public doivent agir de façon responsable, pour ne pas inverser la dynamique actuelle en faveur du renforcement de la coopération régionale. Malgré ces incidents, la visite effectuée en novembre par le Premier Ministre albanais en Serbie, la première du genre en 68 ans, est un pas dans la bonne direction.

De même, la réunion régionale officieuse tenue le 23 octobre à Belgrade entre les ministres des affaires étrangères et de l'économie de l'Union européenne et des pays des Balkans occidentaux, avec la participation de ministres du Kosovo, a représenté un signe manifeste de l'amélioration du climat de coopération régionale. La déclaration ministérielle commune publiée par les participants est également prometteuse pour le

développement économique si nécessaire des Balkans occidentaux.

Enfin, je sais particulièrement gré à tous les membres du Conseil de leur engagement non démenti auprès des parties, compte tenu en particulier des nombreuses autres questions pressantes qui réclament l'attention du Conseil. La MINUK continuera de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires locaux et internationaux, conformément à son mandat, pour faire en sorte que les progrès accomplis à ce jour se poursuivent et s'accroissent.

**Le Président** : Je remercie M. Zarif de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Vučić.

**M. Vučić** (Serbie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à dire que je suis très honoré d'être ici aujourd'hui. Je remercie le Conseil de me donner la possibilité d'exposer le point de vue de la République de Serbie sur la situation au Kosovo-Metohija et les événements qui y sont survenus durant la période de juillet à octobre.

Plus que tout, la Serbie aspire à la stabilité – politique et économique – dans toute la région des Balkans occidentaux. C'est la condition de la survie et du progrès de notre Serbie, ainsi que de tous les autres. C'est précisément pour cette raison que la Serbie est profondément attachée à la paix et à la vie et que, à titre indépendant et sans aucune pression extérieure, elle a entamé des réformes d'ensemble difficiles afin d'assainir son économie et de la rendre plus compétitive, et afin que ses citoyens puissent avoir plus de libertés et de richesses.

Nous n'inventons pas de problèmes à l'extérieur de nos frontières et nous n'attisons pas les tensions nationalistes dans la région, car nous sommes suffisamment courageux pour affronter nos propres problèmes et les régler nous-mêmes avec courage. La Serbie s'est donc tenue à distance des conflits régionaux – même les conflits verbaux – car c'est le fait de politiciens faibles et irresponsables, chaque fois qu'ils connaissent des problèmes internes, que de rouvrir de vieilles blessures nationalistes et de mélanger les problèmes, en ramenant la région en arrière. Nous n'avons rien à voir avec cela, et cela ne fait pas de nous des faibles. Au contraire, c'est un signe de notre force et de notre réflexion stratégique à long terme.

Tous ceux qui sont ici présents sont au fait de l'importance que revêt le Kosovo-Metohija pour mon

pays et tous ses citoyens, ainsi que de l'attention avec laquelle la République de Serbie suit l'évolution de la situation dans sa province australe administrée, en vertu de la résolution 1244 (1999), par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Notre engagement sincère, de longue date, en faveur du règlement pacifique du conflit au Kosovo-Metohija est bien connu de tous les membres de la communauté internationale, aussi bien ceux qui partagent nos vues sur le statut du Kosovo-Metohija que ceux qui ont d'autres vues. De la même manière, je suis convaincu que tous les membres du Conseil reconnaissent cette détermination dans les mesures prises récemment par la République de Serbie afin de dynamiser le processus de réconciliation entre les populations qui vivent au Kosovo et d'améliorer les conditions de vie de tous ses résidents confondus : Albanais, Serbes, Gorans, Roms et membres d'autres communautés non majoritaires.

La Serbie salue les efforts déployés par l'ONU et la MINUK, l'Union européenne, l'OTAN et son opération au Kosovo-Metohija, la Force de paix au Kosovo (KFOR), ainsi que ceux que déploie pour sa part l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), aux fins des mêmes objectifs, de réconciliation, de progrès économique et de sécurité pour tous les résidents du Kosovo-Metohija.

La Serbie a confiance en l'ONU. N'était la MINUK, le monde se trouverait dépourvu d'une grande partie des données relatives aux événements au Kosovo-Metohija. Nous saluons le travail du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et du Chef de la MINUK, M. Farid Zarif, qui a présenté le rapport de la MINUK pour la période du 16 juillet au 15 octobre (S/2014/773).

Les membres du Conseil savent que Belgrade reste ferme dans sa position, à savoir qu'elle ne reconnaît pas la sécession du Kosovo-Metohija et son indépendance autoproclamée, processus qui a été mené par la force et en violation du droit international. Cette position de fermeté n'est cependant pas un obstacle à la négociation ou à la communication avec Pristina, laquelle est de plus en plus animée, et ce, parce que Belgrade, siège du Gouvernement de la République de Serbie, veut la paix et la stabilité, dans toute la région; elle veut le dialogue, et elle veut une solution, et elle veut que les personnes et les biens, comme les idées – toujours plus positives – puissent circuler librement dans toute la région.

Il est donc juste de dire que nos efforts – la nouvelle stratégie positive de la Serbie face aux questions difficiles qui se posent dans les Balkans – ont permis d'apaiser les tensions dans la région, où l'on craint de moins en moins ses voisins et où l'on accepte de plus en plus les initiatives en provenance de la Serbie. Nous prouvons par nos actes que ce que nous voulons, plus que tout, c'est la paix dans la région des Balkans, condition du développement. Nous voulons une Serbie normale, décente et dans laquelle règne l'ordre, et nous sommes conscients que nous ne pourrions atteindre cet objectif que si ces conditions sont réunies.

De même, nous savons que le dialogue est le seul moyen de réaliser cet objectif et nous ferons tout notre possible pour qu'il se poursuive de la manière dont la Serbie s'y est efforcée, c'est-à-dire en prenant des décisions qui améliorent la vie de la population du Kosovo-Metohija. Cela n'empêchera nullement la Serbie de continuer à défendre sa position, à savoir que la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo-Metohija est illégale. Pourtant, peut-être pour la première fois depuis de nombreuses années, la position du Gouvernement serbe ne gêne en rien la vie dans la province. Au contraire, nous sommes profondément attachés à cette vie, que nous faisons passer avant tout autre intérêt. Inversement, cela nous donne le droit de réclamer pour les Serbes du Kosovo-Metohija exactement la même chose que ce que nous voulons pour les Albanais : la possibilité de vivre, de travailler, d'être en sécurité, de communiquer et de se déplacer normalement.

Nous estimons donc que tout ce qu'a fait la Serbie au cours des deux dernières années en vue de diffuser et promouvoir ces positions mérite attention, reconnaissance et appui. Nous agissons de la sorte principalement parce que notre volonté de paix et de coopération dans toute la région des Balkans est le seul moyen de faire de cette région une région de l'Europe à part entière, de façon qu'elle ne soit en rien différente du reste de l'Europe. Nous le faisons également en démontrant, jour après jour, que des conflits séculaires, des divergences profondes et des positions diamétralement opposées n'ont pas à faire nécessairement obstruction au dialogue et à la recherche de solutions. Nous devons simplement œuvrer au dialogue et à la recherche de solutions comme à notre objectif suprême et primordial. C'est exactement ce qu'a fait le Gouvernement serbe.



Le rapport paraît régulièrement, et il est pourtant loin d'être une question de routine pour la République de Serbie. Qu'un document soit présenté régulièrement ne doit pas signifier qu'il est rédigé à la légère. Nous sommes donc convaincus que les auteurs du rapport l'ont rédigé avec une attention particulière, pleinement conscients de l'importance qu'il revêt pour la population de la province, la République de Serbie et les environs. Nous avons lu attentivement le rapport, non pas dans l'intention malveillante de lui trouver des défauts, mais pour présenter en regard des propositions en vue d'améliorer la situation dans la province. Ce rapport est important pour nous; le monde entier s'y intéresse aujourd'hui, et les Serbes du Kosovo-Metohija en attendent, tout comme ils attendent une réaction de notre part, la confirmation de leurs revendications légitimes. Je vais donc aborder un certain nombre de questions soulevées dans ce document.

Il est écrit dans l'introduction du rapport que « [l]a Mission a toujours pour priorités de promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme » (*S/2014/773, par. 2*) au Kosovo-Metohija. Eh bien, si ces points ne posaient pas de problèmes, ils ne constitueraient pas des priorités. Or malheureusement, pas même les conditions élémentaires d'une vie normale n'ont été mises en place au Kosovo-Metohija, de sorte qu'aujourd'hui, plus de 15 ans après l'arrivée des opérations internationales, le Conseil de sécurité doit examiner de quelle façon assurer, dans un premier temps, des conditions de vie élémentaires pour les Serbes et les autres populations non albanaises du Kosovo-Metohija. Nous estimons donc qu'il faut continuer de renforcer le rôle de la MINUK dans les domaines dans lesquels elle a actuellement compétence, tandis qu'affaiblir le rôle qui lui a été confié reviendrait à amoindrir sa capacité de s'acquitter de son mandat, en particulier dans les domaines d'importance vitale pour les Serbes et les autres populations non albanaises vivant au Kosovo-Metohija.

Nous ne devons pas non plus négliger l'importance de la confiance que les Serbes et les autres populations non albanaises du Kosovo ont mise dans la MINUK. Cette confiance illustre la nécessité d'une présence et d'un engagement plus actifs et plus visibles de la Mission au Kosovo-Metohija. Aujourd'hui, en cette deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, il y a encore des gens dans une zone de l'Europe qui ne peuvent cultiver leurs champs ou fréquenter leurs lieux de culte et y prier sans crainte, et dont les enfants vont à l'école avec la peur au ventre. Ce triste tableau représente une défaite

de la civilisation moderne, mais, malheureusement, il est le quotidien de nombreux Serbes et non-Albanais du Kosovo-Metohija.

Outre ce qu'il est convenu d'appeler « nord du Kosovo », qui a été traité à part à partir d'un moment comme zone de surveillance particulière, il convient également, conformément aux priorités fondamentales de la MINUK – notamment promouvoir « la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme » –, de se pencher sur les conditions de vie des Serbes et les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent chaque jour dans la région désignée comme le sud de l'Ibar et dans d'autres lieux du Kosovo-Metohija.

La vie des Serbes dans les enclaves qui jalonnent la province se poursuit discrètement, modestement et difficilement. Ils vivent dans des ghettos modernes, à la grande honte de l'Europe et du monde. C'est un fait bien connu de tous les membres de la MINUK qui se sont rendus sur place, et il incombe à tout serviteur intègre de l'ONU de rendre compte au monde du sort et de l'adversité que connaissent ces villes et ces villages serbes. C'est pourquoi les rapports réguliers de la MINUK doivent consacrer une attention particulière à la dure réalité de la vie des Serbes au sud de l'Ibar. Nous voulons et devons défendre leur vie, leur droit de travailler, de circuler librement, d'être libres, d'aller à l'école, de recevoir des soins médicaux et d'être en mesure de se protéger.

C'est précisément pour ces raisons que personne ne peut parler aujourd'hui de chauvinisme serbe, d'une nouvelle Republika Srpska ou d'aspirations hégémoniques. Le droit à la vie est universel et intouchable. La Serbie a, elle aussi, le droit de lutter pour ce droit. Cela est d'autant plus vrai que, cette fois, la Serbie n'exige rien pour les membres de son peuple qu'elle n'est pas prête à accorder aux membres d'autres peuples. La vie, en tant que limite, appelle des solutions de ce type. En effet, après tout, la vie nous a été donnée pour préserver, protéger et respecter notre vie et celle des autres peuples. La Serbie et son gouvernement ont clairement décidé de respecter la vie de chaque personne au Kosovo-Metohija et demandent que « chaque vie » inclue également la vie des Serbes au Kosovo-Metohija.

C'est pourquoi aujourd'hui, alors que nous attendons et recherchons une solution pour défaire le nœud du Kosovo-Metohija, nous n'avons à avoir honte de rien. En outre, nous n'avons aucune raison de remplir toutes les conditions imposées, ouvertement et secrètement, autrement que de la façon dont nous

l'avons déjà fait parce que, par notre attitude et notre programme, nous avons fait précisément absolument tout ce que le monde nous a demandé de faire au fil des ans. Nous avons normalisé nos relations avec Pristina. Nous parlons avec Pristina. Nous recherchons des solutions conjointes avec Pristina, nous respectons les demandes de Pristina et notre attitude à l'égard de Pristina et des Albanais n'est pas celle que nous adopterions à l'égard de quelqu'un qui n'a pas les mêmes droits que ceux que nous exigeons pour les membres de notre peuple. Après un siècle de conflits, de guerres et de victimes, ce gouvernement a fait vers les Albanais un pas qui peut certainement être qualifié d'historique. Ce gouvernement a choisi un accord plutôt que le conflit, des solutions plutôt que des problèmes et, surtout, la vie plutôt que la mort. C'est la vie et les droits que nous réclamons pour les Serbes également.

La République de Serbie est fermement déterminée à continuer de participer de manière active et constructive aux négociations avec Pristina à tous les niveaux et à appliquer les accords conclus jusque-là. Nous sommes prêts à poursuivre ce processus. Néanmoins, notre volonté de négocier ne signifie pas que nous sommes faibles, notre esprit constructif ne signifie pas que nous acquiesçons facilement, et notre conviction ne signifie pas que nous sommes naïfs. Malheureusement, nous n'avons pas d'interlocuteur à l'autre bout de la table. Les organes administratifs des institutions provisoires d'administration autonome de Pristina n'ont toujours pas été constitués, six mois après les élections. Nous espérons qu'ils le seront dans les prochains jours.

Néanmoins, sans attendre la formation d'un gouvernement à Pristina, la République de Serbie a mis en œuvre toute une série de mesures qu'elle s'est engagée à prendre au titre du premier accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, conclu à Bruxelles. Nous avons modifié la loi sur l'enseignement supérieur et adopté de nouvelles dispositions réglementaires pour le cadastre afin d'appliquer les accords pertinents qui peuvent l'être. S'agissant de la liberté de circulation, nous avons autorisé les détenteurs de documents d'identité délivrés par les institutions provisoires d'administration autonome de franchir les postes frontière aux aéroports de Nikola Tesla à Belgrade et de Constantin-le-Grand à Niš ainsi que les points de passage les plus fréquentés vers la Hongrie, la Croatie, la Bulgarie et l'ex-République yougoslave de Macédoine. En outre, un certain nombre de hauts responsables des institutions provisoires d'administration autonome ont

assisté à d'importantes conférences régionales et autres manifestations organisées à Belgrade durant la période à l'examen.

Nous déplorons l'absence de progrès dans la mise en œuvre du segment clef de l'Accord de Bruxelles concernant la création d'une communauté de municipalités serbes au Kosovo-Metohija. Avant la dissolution du Parlement à Pristina, aucun préparatif n'a été fait pour qu'un cadre juridique assure le bon exercice des compétences de la future communauté en matière de développement économique, d'éducation, de santé et de planification urbaine et rurale sur le territoire de la communauté, conformément à l'article 4 de l'Accord de Bruxelles. Pour sa part, l'équipe de direction de la communauté a rédigé un projet de statut et est prête à l'envoyer au comité pour la mise en œuvre de l'Accord de Bruxelles.

Dans ce contexte, je tiens à insister sur le problème de l'intégration de 30 anciens membres de la police du Ministère de l'intérieur serbe du Kosovo-Metohija dans les rangs de la police du Kosovo dans les municipalités du nord du Kosovo-Metohija. Bien que le Gouvernement de la République de Serbie ait appliqué dans leur intégralité les accords pertinents et qu'il ait licencié ces personnes, ces membres n'ont toujours pas été informés de l'état d'avancement de l'examen de leur candidature, et encore moins admis ou pleinement intégrés au service de police du Kosovo. De même, l'intégration de l'ancien personnel administratif du Ministère de l'intérieur et des pompiers n'a pas non plus commencé.

La République de Serbie ne peut pas accepter la partie du rapport relative au nord du Kosovo-Metohija, dans laquelle la situation dans la localité de Brdjani, dans le nord de Kosovska Mitrovica, est présentée de manière incomplète et donc inexacte. Mon pays regrette que cette partie du rapport ne mentionne pas le problème essentiel dans cette zone, à savoir le fait que, par l'usurpation de terres et les constructions illégales, les Albanais du Kosovo-Metohija, continuent d'exercer toutes les pressions possibles pour modifier la structure ethnique du nord de Kosovska Mitrovica.

D'après les informations fournies par les responsables de la municipalité de Kosovska Mitrovica-Nord, les Albanais prévoient de construire 172 logements dans la localité de Brdjani pour les anciens combattants de la prétendue Armée de libération du Kosovo qui n'y ont jamais – je le répète, jamais – vécu avant 1999, et un petit nombre d'Albanais qui y ont vécu avant cette

date. Cela permet de mettre en perspective les mesures qui ont été prises, à juste titre, par la population locale serbe pour dénoncer les tentatives de modification artificielle de la situation démographique sur le terrain et qui ont été présentées de manière négative comme n'étant ni fondées ni constructives. Par ailleurs, il serait très facile d'apporter les preuves précises de ce qu'était la précédente situation et de prendre des mesures pour empêcher que la structure démographique du nord du Kosovo-Metohija ne soit modifiée pour des raisons politiques.

Je voudrais également souligner que les procédures pénales engagées contre le maire de Zubin Potok, Stevan Vulovic, et d'autres Serbes de la municipalité de Zubin Potok servent à exercer une pression politique pour avoir une influence sur la municipalité en tant qu'institution locale d'administration autonome à majorité serbe et l'empêcher de fonctionner. Ces poursuites servent également à torpiller la mise en œuvre du premier accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina, qui prévoit la libre administration des municipalités à majorité serbe du Kosovo-Metohija.

S'agissant des conditions de sécurité, le rapport fait état de problèmes dans l'application des lois, en particulier au niveau local. Les Serbes et leurs biens sont pris pour cible dans la majorité des attaques à caractère ethnique, tandis que l'insécurité des personnes et des biens reste le principal obstacle au retour à long terme de la population serbe dans les localités dont elle a été expulsée.

Je dois appeler l'attention du Conseil sur le décès tragique du gendarme Stevan Sindelić. Il a été tué par balles par les membres de bandes armées du Kosovo-Metohija se livrant à l'abattage illégal d'arbres dans la zone de sécurité terrestre à proximité de la ligne de démarcation administrative entre le Kosovo-Metohija et du centre de la Serbie, le 28 août. Il est inadmissible que des groupes de civils armés de fusils-mitrailleurs se déplacent librement, coupent du bois illégalement et attaquent les forces de sécurité de la République de Serbie, cette dernière essayant, en toute légalité, de les empêcher de le faire.

J'ai également le devoir d'appeler l'attention du Conseil sur le fait que, le 28 août, à l'occasion de la fête de la Dormition, autrefois célébrée en tant que fête patronale par les habitants de Dakovica, les citoyens de nationalité serbe déplacés de cette ville n'ont une nouvelle fois pas pu se rendre sur les sites saints de

leur lieu de naissance car on leur a dit que les forces internationales ne pouvaient pas garantir leur sécurité. La population de Dakovica a eu le même problème pour le réveillon de Noël, quand des Albanais ont jeté des pierres sur leurs bus, tandis que lors du Jour des défunts, on les a empêchés d'aller se recueillir sur les tombes d'amis et de membres de leur famille.

Les Serbes originaires de Suva Reka n'ont, eux non plus, pas pu célébrer dignement cette même fête religieuse. Quelques petites centaines d'Albanais du village de Mušutište ont empêché les Serbes déplacés de se rendre dans l'église orthodoxe locale dans laquelle ils avaient prévu de célébrer la fête de la Dormition. Les extrémistes qui bloquaient le passage tenaient des drapeaux albanais et des affiches portant des messages insultants. Si les Serbes déplacés ne peuvent pas se rendre dans leurs villes et villages de naissance ni se recueillir sur les tombes des membres de leur famille, même une fois par an, sans avoir à craindre pour leur sûreté, la sincérité de l'appel lancé par les institutions provinciales en faveur du retour des Serbes déplacés est très discutable puisque ces institutions ont la possibilité d'assurer la sécurité de tous les habitants du Kosovo-Metohija et de leurs biens.

Le Gouvernement de la République de Serbie est également extrêmement préoccupé par le fait qu'un drapeau de la République de Serbie a été enlevé de la forteresse de Zvečan dans la nuit du 14 au 15 octobre, et qu'un autre drapeau serbe flottant au-dessus du bâtiment du Département du trésor dans le nord de Kosovska Mitrovica a été brûlé le 16 octobre.

La République de Serbie appelle tous les acteurs responsables et actifs de la communauté internationale à prêter une attention maximale aux conclusions du Chef des poursuites de l'Équipe spéciale d'enquête d'Union européenne, Clint Williamson. Il a déclaré que des preuves suffisantes avaient été réunies pour dresser un acte d'accusation contre des responsables de la prétendue Armée de libération du Kosovo, pour la persécution de Serbes, de Roms et d'Albanais du Kosovo-Metohija. Cette campagne de persécution a donné lieu à des meurtres, à des enlèvements, à des disparitions et à des détentions illégales dans des camps au Kosovo-Metohija et en Albanie, à des violences sexuelles et déplacements forcés ainsi qu'à la destruction d'églises et d'autres sites religieux. Les responsables des crimes les plus graves ne doivent pas être acquittés faute de preuve, en raison de l'intimidation violente de témoins.



Oliver Ivanović, responsable de l'initiative citoyenne « Serbie, Démocratie, Justice », a été appréhendé en janvier dernier et l'acte d'accusation a été prononcé début août. La première audience s'est tenue au tribunal d'instance de Mitrovica le 26 août, dans le cadre d'un procès conjoint impliquant également Dragoljub Delibašić, Chef du Département de la police du Kosovo-Metohija à la retraite, ainsi qu'Ilija et Nebojša Vujačić et Aleksandar Lazović, inculpés pour crimes graves et crimes de guerre commis en 1999 et 2000. Tous les prévenus ont plaidé non coupable pour tous les chefs d'accusation retenus. La détention d'Oliver Ivanović a été prolongée jusqu'au 26 octobre 2014, puis reconduite pour deux mois supplémentaires.

Pourtant, deux jours seulement après que le Procureur de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) eut prononcé l'inculpation contre Ivanović et requis la prolongation de sa détention, le tribunal a libéré sous caution Ismet Haxha, l'un des prévenus dans l'affaire dite du Groupe de Drenica, accusé de crimes de guerre contre des civils commis à Likovac en 1998 et 1999. Haxha a été absent durant tout le reste de son procès, se cachant à l'hôpital de Pristina. Ce deux poids, deux mesures manifeste dans la pratique judiciaire au Kosovo-Metohija fait régner la peur et l'insécurité au sein de la communauté serbe et des autres communautés non albanaises de la province.

Parmi les preuves manifestes de la corruption et des dysfonctionnements du système judiciaire au Kosovo-Metohija, on peut citer le rejet du témoignage d'un témoin clef dans l'affaire dite de Klečka, sous prétexte d'une modification du droit pénal, l'acquittement de Fatmir Limaj et de ses coaccusés, inculpés pour meurtre, actes de torture et menaces à l'intégrité physique de civils serbes et albanais et de prisonniers de guerre, la réouverture ultérieure de l'affaire et les réactions déplorables des responsables de Pristina face à l'arrestation de Limaj et de ses coaccusés, qui ont abouti à la présentation, devant l'Assemblée du Kosovo, d'une demande en révision du mandat d'EULEX et, enfin, la levée d'écrou de Limaj, placé par la suite en résidence surveillée.

Il est clair que le système judiciaire local, à l'instar des présences internationales dans la province, subit la forte influence des élites politiques de Pristina. La préoccupation que nourrit le Gouvernement serbe à l'égard du fonctionnement du système judiciaire du Kosovo-Metohija est parfaitement justifiée à la lumière des informations indiquant que des pots-de-vin ont été

distribués pour que les poursuites soient levées dans plusieurs dizaines d'affaires visant des Albanais du Kosovo-Metohija et que des preuves ont été fabriquées dans l'affaire contre Oliver Ivanović, laquelle prend une allure de plus en plus absurde. Tout cela fait peser de sérieux doutes quant au fait qu'EULEX échappe à la corruption.

La République de Serbie a honoré ses obligations en ce qui concerne la pleine mise en œuvre de l'Accord de Bruxelles et des accords précédents issus des négociations techniques entre Belgrade et Pristina. Pristina, en revanche, s'est montrée incapable, jusqu'ici, de prendre les mesures nécessaires pour s'acquitter des obligations qui lui incombent dans certains domaines clefs, s'agissant par exemple de remédier aux déficiences de la loi d'amnistie, de la loi budgétaire et de la loi sur l'autonomie locale. Néanmoins, je dois dire que les autorités ont aussi pris de nombreuses mesures qui vont dans le bon sens.

Ainsi dans son évaluation de la constitutionnalité de la loi d'amnistie, l'organe qui se fait appeler « Cour constitutionnelle du Kosovo » a jugé anticonstitutionnelles les dispositions de la loi qui accordent une amnistie aux auteurs d'actes de destruction ou de dommages matériels sur la propriété foncière d'autrui ou sur les biens meubles, d'incendies criminels, de dommages à des biens appartenant à autrui, de faux et de faux caractérisés, ce qui fait que ces actes ne sont désormais plus couverts par l'amnistie. Les autres actes qui sont exclus du périmètre de la loi d'amnistie sont ceux qui autorisaient les organes judiciaires des institutions provisoires d'administration autonome à poursuivre les personnes de nationalité serbe au Kosovo-Metohija. Dans ce contexte, il convient de souligner que les juges internationaux de la Cour constitutionnelle du Kosovo, le juge Robert Carolan, des États-Unis, et le juge Almiro Rodriguez, du Portugal, ont rédigé des opinions dissidentes sur la décision de la Cour constitutionnelle dans lesquelles ils ont estimé que l'amnistie pour lesdits actes n'était pas anticonstitutionnelle.

Le Gouvernement serbe fait part de sa profonde préoccupation face au fait que les membres de la communauté majoritaire au Kosovo-Metohija provoquent régulièrement des incidents qui empêchent les Serbes et les membres des autres communautés non albanaises de rentrer chez eux et de réintégrer les logements dont ils avaient été expulsés. Je voudrais donner au Conseil quelques tristes exemples des

attaques perpétrées sur les maisons et autres biens des rapatriés.

Le 22 août, des personnes non identifiées ont tiré sur la maison de Tomislav Dabetić, dans le village de Saljinovica, dans la municipalité d'Istok. Heureusement, cette famille de rapatriés n'était pas chez elle à l'heure de l'attaque. À son retour, cependant, elle a remarqué que la maison avait été endommagée : une balle ayant traversé une fenêtre et une porte pour terminer sa course dans la salle de bains. Cet incident a répandu la peur et l'anxiété parmi la population de Saljinovica, ainsi que dans les esprits de tous ceux qui espèrent rentrer dans ce village, et ce, d'autant plus que la famille victime de l'attaque n'avait jamais fait de mal à quiconque.

À la fin août, cinq maisons ont été démolies dans le centre de Đakovica. Elles appartenaient aux Stefić, une famille serbe – les tout premiers habitants de cette ville, qu'ils ont littéralement bâtie à partir de rien. La démolition a été exécutée sur l'ordre direct de la présidente du conseil municipal, Mimoza Kusari Lila, pour indiquer clairement aux Serbes qu'ils n'étaient plus les bienvenus. Je rappelle à cet égard que 12 000 Serbes vivaient à Đakovica avant 1999; or, aujourd'hui, il ne reste que quatre vieilles dames, qui vivent sur le site d'un monastère.

Dans la nuit du 7 au 8 octobre, des personnes non identifiées sont entrées par effraction dans les maisons et les bâtiments attenants des familles Miletić, Konić et Tošić, dans le village de Grabac, appartenant à la municipalité de Klinë, pour y dérober une grande partie de leurs biens meubles et y faire des dégâts matériels considérables. Il ne fait aucun doute que ces actes ont pour but d'intimider les rapatriés potentiels et de les décourager de rentrer au Kosovo-Metohija.

En conséquence, il convient de noter que la tendance globale au ralentissement du retour des Serbes du Kosovo-Metohija déplacés se poursuit et que les institutions provisoires d'administration autonome à Pristina n'ont pas fait assez pour s'acquitter de leurs obligations et faciliter le retour des expulsés. Le retour des personnes déplacées est entravé par nombre d'obstacles administratifs, et les procédures de rapatriement adoptées sont des barrières insurmontables qui empêchent les Serbes et les membres des autres communautés non albanaises de retrouver les maisons que leurs familles occupaient depuis des siècles. Elles entraînent également des changements durables dans la physionomie démographique de toute la province.

Il est de mon devoir de rappeler au Conseil que la République de Serbie est le pays qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées en Europe, puisque 230 000 personnes détiennent ce statut, dont 18 000 au Kosovo-Metohija. Même 15 ans après leur expulsion, seuls 2 000 des 4 000 déplacés qui sont rentrés chez eux exercent leur droit à un retour durable, puisque l'absence de sécurité la plus élémentaire et des conditions socioéconomiques requises constitue un obstacle majeur à la jouissance de ce droit.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation concernant la protection du patrimoine culturel et religieux au Kosovo-Metohija pendant la période considérée, comme M. Farid Zarif l'a déjà évoqué. Début septembre, des personnes non identifiées ont retiré la plaque que des membres de l'Association des journalistes serbes avaient apposée le 21 août sur la route Velika Hoča-Zočište à la mémoire de leurs collègues enlevés, Đura Slavuj et Ranko Perenić, à l'endroit même où ces deux reporters de Radio Pristina avaient été kidnappés en 1998. Selon toute vraisemblance, la plaque et son socle en béton ont été arrachés par un tracteur ou un engin de construction; cette profanation a été constatée le 11 septembre. C'est la troisième fois que cette plaque est vandalisée ou arrachée depuis son installation.

Les menaces à la sécurité et les pressions constantes qui pèsent sur les moines de l'un des lieux de culte serbes les plus sacrés, le monastère de Visoki Dečani, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, sont particulièrement inquiétantes. Dans la nuit du 11 au 12 octobre, des graffitis ont été peints en rouge et noir sur les murs des bâtiments annexes du domaine du monastère. Parmi ces graffitis, on pouvait lire « EIIL » (acronyme de l'État islamique d'Iraq et du Levant), « Le Califat arrive », « UÇK » (acronyme albanais de l'Armée de libération du Kosovo) et « AKSH » (acronyme albanais de l'Armée nationale albanaise); deux des inscriptions étaient écrites en arabe. La police du Kosovo et la KFOR ont été informées de cet incident et ont mené une enquête. Pendant que cette enquête était en cours, un groupe d'extrémistes albanais s'est rassemblé devant le monastère pour provoquer et intimider les moines serbes en scandant « UÇK ». Dès le lendemain soir, les graffitis « EIIL » et « AKSH » avaient été de nouveau peints sur le portail du monastère.

Il ne fait aucun doute que, si on les laissait faire, les auteurs de ces graffitis mèneraient au Kosovo-Metohija la même politique malfaisante, haineuse et meurtrière qu'on observe à suffisance ces derniers

jours dans diverses régions d'Iraq, de Syrie et du Liban, domaine autoproclamé des terroristes de l'EIL, alors même que ce groupe est condamné par l'intégralité du monde civilisé et épris de justice et de liberté. L'expérience des décennies passées et les pratiques actuelles effrayent les Serbes du Kosovo-Metohija. Si l'ONU n'est pas capable de protéger un site que son institution compétente a inscrit au patrimoine mondial, alors comment les maisons, les écoles et les lieux de culte des habitants non albanais de la province peuvent-ils être en sécurité?

À notre avis, le rapport est incomplet pour ce qui a trait à la protection des droits de propriété des habitants du Kosovo-Metohija. Hormis une brève évocation du travail de l'Office kosovar de la propriété foncière et l'indication du nombre de plaintes ayant été réglées pendant la période considérée et du nombre d'affaires toujours en souffrance, le rapport passe sous silence la situation foncière des Serbes et des membres des autres communautés non albanaises. Rien n'est dit sur la manière dont les litiges sont réglés par cet Office, c'est-à-dire si l'expropriateur a quitté la propriété en question, si le ou la propriétaire peut jouir de la possession de son bien ou si la demande de restitution du bien a été rejetée. De plus, à l'instar des précédents rapports, on ne sait pas ce qu'il est advenu des biens abandonnés appartenant à des Serbes ou à des membres des autres communautés non albanaises au Kosovo-Metohija, lesquels biens risquent de faire l'objet d'une nouvelle expropriation par les Albanais, en conséquence de transactions frauduleuses entre des acheteurs albanais et de soi-disant propriétaires; d'être détruits ou endommagés; ou d'être visés par des arrêtés d'expropriation totalement infondés de la part des autorités municipales, sans indemnisation appropriée voire sans indemnisation du tout.

Le rapport ne fait aucunement mention du sort réservé aux 18 500 plaintes déposées par des Serbes et non-Albanais aux fins de dédommagement pour la perte de propriétés détruites ou endommagées. Ces plaintes ont été rejetées en masse par les tribunaux du fait que les plaignants ne se sont pas acquittés des frais de justice élevés – alors même qu'il s'agit de personnes déplacées se trouvant dans une difficile situation financière et ayant demandé aux tribunaux de les en exonérer.

Le rapport sur la période considérée ne fait également que recenser le nombre d'affaires réglées par l'Office kosovar de la propriété foncière : il fait état du nombre de décisions plutôt que des mesures prises aux

fins de leur application – le nombre de propriétaires entrés en possession de leurs biens. Une décision portant restitution d'un bien au Kosovo-Metohija n'est pas – loin s'en faut – une restitution effective de ce bien à son propriétaire : l'entrée en possession par le propriétaire originel. Outre l'absence de sécurité des personnes, c'est l'une des principales raisons pour lesquelles les retours au Kosovo-Metohija sont loin d'être satisfaisants.

Le processus de privatisation mené par l'Agence de privatisation du Kosovo continue d'aller à l'encontre des conventions internationales et européennes relatives aux droits de l'homme. Les entreprises publiques et du secteur social des communautés serbes sont privatisées bien plus fréquemment. Leur vente à des personnes de nationalité albanaise prive ces communautés de ressources économiques, donnant ainsi un élan supplémentaire à l'exode de la population serbe du Kosovo-Metohija.

Je voudrais rappeler que dans sa réponse datée du 22 avril 2013 aux lettres adressées par le Bureau pour le Kosovo-Metohija du Gouvernement de la République serbe demandant qu'il soit mis fin aux privatisations menées en violation de la résolution 1244 (1999), la MINUK a laissé entendre qu'en effet les privatisations menées par le biais de l'Agence de privatisation du Kosovo enfreignaient ladite résolution et les règlements de la MINUK, étant donné que cette agence n'est pas le successeur légal de l'Agence fiduciaire du Kosovo et qu'elle n'a pas été créée en vertu d'une loi alors en vigueur au Kosovo-Metohija, conformément à la résolution.

Un problème spécifique a été créé par la décision de l'Agence de privatisation du Kosovo de liquider l'hôtel Junior, situé dans la municipalité de Štrpce. L'hôtel sert de centre d'hébergement collectif pour 85 personnes déplacées. S'il était vendu, ces personnes seraient déplacées encore une fois, ce qui serait moralement inadmissible d'un point de vue humanitaire.

Je dois dire au Conseil que les institutions provisoires d'administration autonome à Pristina entendent sérieusement exproprier des biens immeubles appartenant à des personnes physiques et à des entités juridiques situées sur le territoire de la municipalité de Štrpce, au motif de la construction d'un centre touristique. Ces biens sont la propriété de plus de 820 personnes physiques et entités juridiques, notamment la station de ski Inex à Brezovica, dont la population est majoritairement de souche serbe. Gardant à l'esprit que quasiment tous les propriétaires et actionnaires sont de

nationalité serbe, nous pensons que cette expropriation est discriminatoire et que la confiscation de terrains appartenant à des personnes de nationalité serbe poussera à l'exode le reste de la population serbe et aboutira à une modification de la structure ethnique de la municipalité de Štrpce. Les agissements des institutions provisoires d'administration autonome enfreignent les droits des Serbes de Štrpce garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Les institutions provisoires d'administration autonome à Pristina tentent aussi de mettre illégalement la main sur des biens appartenant à la République de Serbie au Kosovo-Metohija, faisant fi du fait que la question des biens de la République serbe et d'entités économiques dans le territoire du Kosovo-Metohija sera au centre du processus de négociations menée par la République serbe avec elles, avec une médiation de l'Union européenne.

La Serbie attend avec intérêt la reprise des négociations avec Pristina, car elles sont synonymes de paix et de stabilité pour toute la région. La Serbie est attachée aux réformes et ne fera aucun compromis à cet égard. Vous pouvez compter sur la Serbie, pilier de stabilité et, très prochainement, pays moderne et prospère.

Je voudrais juste dire un seul mot pour répondre à ce qu'a dit M. Farid Zarif concernant l'incident de drone enregistré lors d'un match de football entre la Serbie et l'Albanie. La Serbie n'a rien à voir avec cet incident. Nous avons réagi de façon très appropriée. Quatorze jours après cet incident, un drapeau confectionné par les supporteurs albanais, a été accroché au centre de Belgrade. On peut aisément imaginer ce qui serait arrivé dans d'autres pays dans des circonstances similaires. Je rappelle aussi – M. Zarif y a fait allusion et je l'en remercie – que nous avons reçu en grandes pompes le Premier Ministre albanais qui effectuait une visite en Serbie, la première du genre en 68 ans.

**Le Président :** Je donne maintenant la parole à M. Thaçi.

**M. Thaçi** (*interprétation de l'albanais; texte anglais fourni par la délégation*) : Je voudrais tout d'abord exprimer ma gratitude aux membres du Conseil de sécurité pour cette occasion qui m'est donnée de prendre la parole en cette fin d'année pour les informer des progrès enregistrés au Kosovo ces derniers mois, ainsi que des défis qui nous attendent.

L'année 2014 marque le quinzième anniversaire de la fin de la guerre au Kosovo, qui a été immédiatement suivie par la mise en place d'un protectorat de l'Organisation des Nations Unies. Quinze ans peuvent paraître trop longs, mais comparés à beaucoup de conflits gelés qui pèsent sur les relations internationales sur tous les continents, je pense que nous pouvons conclure avec certitude que la Mission des Nations Unies au Kosovo a été l'une des missions les plus réussies de toute l'histoire de l'ONU.

Le Kosovo est aujourd'hui une démocratie libre et stable, avec une économie en pleine croissance et une Constitution et des lois modernes garantissant les droits des citoyens, en particulier ceux des minorités. Le Kosovo a entrepris une véritable décentralisation des pouvoirs. Il s'est officiellement engagé dans le processus d'intégration à l'Union européenne (UE) en signant l'Accord de stabilisation et d'association, ce qui était considéré il y a peine quelques années comme une tâche très difficile. Grâce au dialogue avec la Serbie et à l'Accord historique de Bruxelles, le Kosovo a changé de statut, passant de pays importateur de ressources en matière de sécurité à pays exportateur d'initiatives globales de paix et de tolérance.

Je voudrais à cette occasion remercier les États membres de l'UE et les États-Unis, ainsi que nos voisins serbes de leur courage et de leur engagement. Ce courage et cet engagement en faveur de l'avenir de nos enfants se sont manifestés lorsqu'il a été décidé de normaliser les relations entre les deux pays et de considérer l'avenir de nos deux États en tant que voisins aspirant aux idéaux de la famille des nations euro-atlantiques.

Le Conseil le sait déjà après toutes les séances qu'il a tenues : le nord du Kosovo a été constamment en crise. Cela a fait craindre une éventuelle escalade de la violence et suscité l'incertitude quant aux lois vigueurs et à la Constitution appliquée. Nous savons que les citoyens serbes du Kosovo éprouvent de la peur et de la méfiance à l'égard du Gouvernement kosovar en raison de tout ce qui est arrivé ces dernières décennies. Mais je voudrais aussi dire au Conseil que cette année aura été celle de la consolidation de l'intégrité territoriale de la République du Kosovo.

La participation pour la première fois des Serbes de la partie nord du Kosovo aux élections nationales tenues en vertu des lois du Kosovo, ainsi que celle des dirigeants serbes aux négociations sur la mise sur pied des institutions de gouvernance après les élections de juin, est de bon augure et donne à espérer que même ce



douloureux chapitre est en train de se refermer. C'est le vœu des peuples du Kosovo, de l'Albanie, de la Serbie et d'autres, qui partagent tous les mêmes rêves, les mêmes espoirs et les mêmes droits à un avenir sûr, axé sur l'économie et la création d'emplois. Aujourd'hui, les citoyens du Kosovo – qu'ils soient Albanais, Serbes, Bosniaques, Turcs ou Ashkali – se détournent des discours nationalistes et abandonnent les vieux rêves ethniques. Ils veulent du travail; ils veulent le progrès; et ils veulent voir la paix s'instaurer après des décennies de discrimination, de guerre et d'incertitude.

C'est pourquoi 2014 restera dans les annales de l'histoire moderne du Kosovo comme l'année au cours de laquelle tout le territoire du Kosovo, le nord comme le sud, a pris part au processus démocratique et œuvré ensemble à la mise sur pied d'institutions chargées de réfléchir et d'œuvrer pour le bien-être des citoyens du Kosovo. Je voudrais remercier les missions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation des Nations Unies, l'UE et les États-Unis, ainsi que les organisations de la société civile qui nous ont aidés à organiser le 8 juin d'excellentes élections répondant aux normes les plus démocratiques, élections qui ont vu la participation de toutes les communautés du Kosovo.

Il y a cinq faits majeurs que je voudrais mettre en relief aujourd'hui devant le Conseil au nom de la République du Kosovo. Ils confirmeront que, comme nous, le Conseil peut lui aussi être fier de cette réussite commune au Kosovo.

Le premier fait, comme je l'ai dit plus tôt, est que le Kosovo a organisé avec succès, en l'espace de six mois, deux élections : locales à la fin de 2013 et à nationales en juin 2014. Selon les observateurs internationaux, elles ont été libres, bien organisées et démocratiques.

Ces scrutins ont vu l'élection de maires serbes dans le nord. Ils sont désormais intégrés dans le système juridique du Kosovo et, surtout, ils jouissent de la légitimité que leur confèrent les urnes et sont acceptés par l'ensemble de la communauté qui vit dans le nord. Les résultats des élections nationales ont été encore plus réjouissants, parce que le dépouillement s'est effectué sur l'ensemble du territoire du Kosovo. Le Kosovo peut aujourd'hui être considéré comme une démocratie bien établie, capable d'organiser des élections en toute indépendance et d'en respecter les résultats.

Le deuxième fait que je voudrais mentionner est que, bien qu'il y ait eu des blocages politiques,

ils n'ont jamais dégénéré en une crise violente. Alors que dans des pays voisins il y a eu des manifestations violentes, des violences policières et la délégitimation d'institutions indépendantes, telles que la cour suprême et la cour constitutionnelle, le Kosovo a démontré que, qu'elle soit dans l'opposition ou au gouvernement, qu'elle représente la majorité ou la minorité, la classe politique respecte la Constitution et obéit aux lois, elle respecte les décisions de la Cour constitutionnelle, et elle respecte la Présidente du pays, M<sup>me</sup> Jahjaga. Notre Présidente est d'ailleurs la première femme présidente de toute la région des Balkans. Ce sont là autant de signes de l'émancipation politique du Kosovo.

Nous avons eu notre lot de désaccords durant les mois qui ont suivi l'élection. Le parti qui est sorti vainqueur des urnes et l'opposition ne parvenaient pas à trouver un terrain d'entente. Nous avons connu des moments d'incertitude, mais ils n'ont jamais conduit à la violence ou à des menaces contre notre objectif commun, à savoir faire partie de la famille de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique.

Je suis heureux d'informer le Conseil qu'en application des décisions de la Cour constitutionnelle et grâce à l'intercession bienvenue de la Présidente, les deux principaux partis du Kosovo, à savoir le Parti démocratique du Kosovo, qui a remporté l'élection, et la Ligue démocratique du Kosovo, de concert avec les partis représentant les minorités, sont parvenus à un accord sur la formation d'un gouvernement. Je pense que cette formule sera appliquée la semaine prochaine, avec de nouvelles institutions de la République du Kosovo.

Il est particulièrement important que cette coalition ait été formée par les partis politiques du Kosovo sans intervention extérieure, ce qui est un grand accomplissement si l'on songe au protectorat des Nations Unies ou à la situation qui régnait au début, lorsque la communauté internationale a joué un rôle prépondérant. Nous avons enfin un processus et des résultats locaux qui nous rendent fiers du fait que le Kosovo a réussi le test de la maturité politique.

Le troisième point que je voudrais mentionner est que la stabilité politique a aidé le Kosovo à engranger des succès sur la scène internationale. Cette année a été une année de transition durant laquelle des élections ont été tenues en Serbie, notre partenaire de dialogue, ainsi qu'au Parlement européen. Comme je l'ai fait remarquer au Kosovo, de nouveaux commissaires européens ont aussi été désignés, mais dépit de tout cela, la reconnaissance internationale du Kosovo demeure

un élément indéniable de l'architecture politique des Balkans.

Je saisis cette occasion pour remercier les Tonga, le Lesotho, le Togo et les Îles Salomon, qui ont reconnu l'indépendance du Kosovo, portant ainsi le nombre de reconnaissances à 108. Notre diplomatie a appelé cette année l'année de l'inclusion multilatérale, puisque le Kosovo est devenu membre de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe, ainsi que de nombreuses organisations régionales.

Le dialogue avec la Serbie s'est poursuivi. Techniquement parlant, nous avons obtenu de nombreux succès sur le plan de la normalisation de nos relations, mais pour être honnête, il reste encore beaucoup à faire. La Serbie a signé avec le Kosovo un accord qui garantit la normalisation des relations, mais sa pleine mise en œuvre se heurte encore à une forte réticence. Je sais que ce n'est pas chose aisée. Je voudrais réaffirmer que la République du Kosovo honorera chaque accord que nous avons signé et chaque obligation à laquelle nous avons souscrit en vue d'intégrer la minorité serbe. Je rencontre souvent des dirigeants serbes, et je sais qu'il y a une propension à bloquer le Kosovo sur la scène internationale, ce qui n'aide ni la Serbie ni le Kosovo.

C'est avec beaucoup de fierté que j'annonce que le Kosovo est devenu membre du Comité international olympique. La jeunesse du Kosovo, de la championne du monde de judo, M<sup>me</sup> Majlinda Kelmendi, aux milliers de jeunes qui ont rêvé de défendre les couleurs du Kosovo sur la scène internationale, aura désormais la possibilité de rivaliser à armes égales avec les autres athlètes partout dans le monde. Six ans seulement après son accession à l'indépendance, le Kosovo est déjà membre de la famille olympique et notre drapeau flottera aux Jeux olympiques de Rio – qui l'eut cru?

Au nom de la République du Kosovo et de ses institutions, je voudrais remercier en particulier tous les États membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) d'avoir soutenu l'adhésion récente du Kosovo à cette instance. L'OIF nous a apporté un appui solide durant le sommet qui s'est tenu au Sénégal en novembre, en appuyant unanimement notre adhésion en qualité d'observateur à la grande famille francophone. L'appartenance du Kosovo à cette communauté reflètera ses valeurs et normes culturelles ainsi que ses meilleures pratiques en termes de coopération internationale.

Le quatrième point que je voudrais mentionner a trait aux événements dans le monde et au rôle du Kosovo

en la matière. La lutte mondiale contre le terrorisme et la propagation de l'extrémisme religieux ont touché le Kosovo dans la même mesure que de nombreux autres pays du monde. Comme dans tous les pays européens, il y a aussi au Kosovo des groupes marginaux qui recrutent des Kosovars pour combattre aux côtés de l'État islamique d'Iraq et du Levant en Syrie et en Iraq. Ce phénomène est une source d'inquiétude, mais le Gouvernement a pris des mesures importantes pour mettre fin à de telles pratiques. Nous avons arrêté plusieurs dizaines de militants présumés ainsi que ceux qui les ont inspirés, notamment plusieurs imams qui sont soupçonnés d'incitation à la haine. Nous serons intransigeants face à l'extrémisme. Nous avons déjà préparé un projet de loi interdisant la participation de Kosovars à des guerres menées à l'étranger, et nous travaillons d'arrache-pied pour promouvoir le Kosovo comme un lieu de dialogue mondial pour la tolérance religieuse.

Je souhaite remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et le Département d'État des États-Unis d'avoir ont loué, dans leurs rapports, le rôle joué par le Kosovo dans la promotion de la tolérance religieuse. Le Kosovo est un exemple de consolidation de la paix et d'édification d'une véritable démocratie au sortir d'un génocide et d'une guerre.

Oui, je suis conscient des attaques occasionnelles contre l'Église orthodoxe serbe et je les condamne fermement. Monseigneur Teodosije et d'autres prêtres serbes font partie intégrante du Kosovo, et les églises serbes représentent un fondement important de notre héritage commun, mais qu'il me soit permis de dire que les incidents rapportés ici n'ont pas tous une connotation religieuse ou ethnique. Ce sont souvent des actes de vandalisme commis par des provocateurs ou des attaques motivées par l'appât du gain. Il y a moins d'incidents interreligieux au Kosovo que dans de nombreux pays voisins. Une chose est certaine : le Kosovo ne sera pas à 100% libre si tous ses citoyens ne peuvent pas s'exprimer librement, se déplacer sans peur et pratiquer leur religion sans restriction aucune. Je peux toutefois promettre au Conseil aujourd'hui que le Kosovo est et demeurera libre.

Le dernier point que je voudrais évoquer aujourd'hui concerne notre engagement à l'égard de projets futurs. Je remercie également tous ceux qui sont présents aujourd'hui de leur patience et de l'intérêt qu'ils ont manifesté en participant à ce débat.

Le Kosovo a obtenu des résultats exceptionnels selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. Ces six dernières années, notre pays a enregistré le taux de croissance économique le plus élevé de toute l'Europe orientale, avec une moyenne de 4,5 %. La dette publique du Kosovo est également la plus faible des Balkans, puisqu'elle ne dépasse pas 10 % de son produit intérieur brut. Le Kosovo est aussi le pays de la région où la connexion à Internet est la plus élevée; près de 90 % de la population a accès à la connexion Internet à haut débit, en raison à la fois de la jeunesse de notre population et d'une importante diaspora, ainsi que du besoin de rester en contact avec la famille. Nous en sommes aux derniers stades de nos efforts pour attirer les investisseurs étrangers dans les secteurs du tourisme et de l'énergie, et ces huit dernières années, nous avons construit 1 500 kilomètres de routes et d'autoroutes, ainsi que 120 nouvelles écoles.

Ainsi, l'image ancienne qu'ont peut-être du Kosovo les membres du Conseil a désormais évolué, et elle continue d'évoluer chaque jour qui passe. En cette ère numérique, dans la diplomatie, dans la culture, dans les sports, mais aussi dans le rétablissement de la paix, nous avons fait preuve d'innovation et de vision. Néanmoins, il nous reste encore des défis à relever. Nous allons établir le tribunal spécial pour le Kosovo, afin de faire la lumière sur les allégations de crimes de guerre. Le Kosovo a foi en la justice. Nous nous efforçons également de combattre la corruption et la criminalité organisée. Il s'agit de problématiques impliquant un élément régional de coopération et d'échange d'informations et c'est pour cela que je demande aujourd'hui au Conseil de reconnaître les progrès du Kosovo et notre volonté de relever les défis à venir. Si nous voulons assurer un succès complet et irréversible de l'action menée au Kosovo, le Conseil va en effet devoir confirmer ces progrès accomplis par nous durant toutes ces années depuis que le regretté et très respecté Sergio Vieira de Mello a pris pour la première fois la tête de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Cette nouvelle réalité exige de la part des membres du Conseil du courage, le courage d'inaugurer des rapports nouveaux, des rapports politiques normaux entre l'ONU et le Kosovo. Je suis convaincu que grâce à la compréhension des membres du Conseil, ce sera très bientôt une réalité et que le Kosovo sera membre à part entière de la famille des Nations Unies.

**Le Président :** Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

**M. Laro (Nigéria) (*parle en anglais*) :** Je remercie le Premier Ministre de la République de Serbie, M. Aleksandar Vučić, et le Premier Ministre du Kosovo, M. Hashim Thaçi, de leurs déclarations. Je remercie également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Zarif, de son exposé.

Le Nigéria note avec plaisir les progrès qui ont continué d'être enregistrés dans les pourparlers techniques entre les parties. Il est important que par le dialogue, les deux camps soient parvenus à un accord sur la gestion intégrée des points de passage aux frontières, sur les télécommunications et sur l'énergie, ainsi que sur l'utilisation des documents d'identité kosovars. Ces accords devraient, je le pense, contribuer grandement au renforcement des relations bilatérales entre les parties. Nous exhortons les deux parties à travailler diligemment à une reprise rapide des pourparlers de haut niveau en vue de la normalisation des relations.

L'absence de gouvernement à Pristina retarde la reprise des négociations sur les questions relatives aux municipalités. C'est une conséquence de la crise politique actuelle au Kosovo. Nous engageons les dirigeants politiques à trouver rapidement un accord sur l'élection du président de l'Assemblée et la formation d'un gouvernement. Cela permettrait, nous en sommes persuadés, de consolider les acquis obtenus dans le processus démocratique kosovar. Nous nous félicitons de la collaboration des quatre municipalités à majorité serbe du nord du Kosovo avec les autorités centrales de Pristina pour l'élaboration des budgets des municipalités. Nous notons que le processus a également compris des consultations avec les autorités de Belgrade. Ce sont là des évolutions positives et nous exhortons toutes les parties concernées à maintenir cette interaction.

Le problème des combattants terroristes étrangers est une menace constante à la paix et à la sécurité internationales. La résolution 2178 (2014) que le Conseil a adoptée en septembre souligne à quel point il est urgent d'empêcher la circulation et le recrutement de combattants terroristes étrangers. À cet égard, nous félicitons la police kosovare des opérations qu'elle a effectuées afin d'appréhender des personnes soupçonnées d'avoir combattu dans ce cadre ou de soutenir l'État islamique d'Iraq et du Levant et le Front el-Nosra. Nous attendons avec intérêt le débat qui aura lieu sur le projet de loi interdisant la participation de Kosovars à des conflits armés en dehors du Kosovo. Son adoption rapide permettrait, nous en sommes

convaincus, de renforcer le cadre juridique ainsi que la lutte contre les combattants terroristes étrangers.

Au cours du débat d'août dernier sur ce sujet (voir S/PV.7257), nous avons appelé au retour des personnes déplacées à l'intérieur du pays et à la mise en œuvre de projets pouvant faciliter leur réintégration, leur instruction et leur accès aux différents services. Nous nous réjouissons, par conséquent, de voir qu'un nouvel organe consultatif a été mis en place afin de promouvoir le débat sur l'amélioration des perspectives offertes aux personnes déplacées. Le caractère ouvert et fédérateur de la composition de cet organe revêt une importance particulière. Il comprend la participation d'institutions serbes et kosovares, ainsi que de l'ONU et d'autres organisations internationales et régionales. Nous considérons cette démarche multipartite comme ayant le potentiel d'aider à résoudre les nombreux problèmes auxquels doivent faire face les personnes déplacées au Kosovo.

La réconciliation demeure capitale pour le renforcement de la cohésion au Kosovo et pour jeter les bases de la paix et du progrès. À cet égard, nous constatons avec plaisir l'issue positive de la réunion du Groupe de travail interministériel chargé des questions relatives au passé et à la réconciliation, qui s'est réuni le 16 octobre et a créé plusieurs sous-groupes de travail pour aider à l'élaboration d'une stratégie globale de justice transitionnelle mettant l'accent sur les réformes institutionnelles, ainsi que le droit à la vérité, le droit à la justice et le droit au rapatriement. Nous avons l'espoir que ces groupes de travail aideront à trouver des moyens de promouvoir la réconciliation entre les différentes communautés du Kosovo.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous nous félicitons de la participation à la présente séance du Premier Ministre serbe, M. Aleksandar Vučić, dont nous partageons les préoccupations. Nous avons pris note de la déclaration de M. Hashim Thaçi. Nous remercions M. Farid Zarif de la présentation du rapport du Secrétaire général sur l'activité de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2014/773) et de son analyse de la situation dans la province.

Nombre des événements survenus au Kosovo au cours de la période à l'examen attestent de l'échec des tentatives de mise en place des institutions de gouvernement au Kosovo. Nous sommes confrontés à une crise politique prolongée, provoquée par l'incapacité de l'élite locale, issue des rangs de l'Armée de libération

du Kosovo (ALK) de triste mémoire, de parvenir à un accord sans intervention de l'extérieur. Nous supposons que dans la formation des nouvelles institutions au Kosovo, il faudra tenir pleinement compte des opinions et points de vue des Serbes et des autres populations non albanaises de la province. Afin de protéger les intérêts des Serbes kosovars, il est indispensable également de créer rapidement une Communauté/Association de municipalités serbes du Kosovo conformément à l'accord de Bruxelles. Jusqu'à présent, malheureusement, on ne voit aucun progrès en ce sens. Les retards accusés dans la formation des structures gouvernementales entravent de plus la reprise du processus de négociations entre Belgrade et Pristina.

Nous sommes préoccupés par les conséquences négatives de la crise politique sur la mise en place d'un tribunal spécial chargé d'enquêter sur les crimes contre l'humanité commis par l'ALK pendant le conflit armé. Dans ses rapports d'enquête intermédiaires, l'Équipe spéciale d'enquête dirigée par M. Williamson indique sans équivoque qu'il existe suffisamment d'éléments de preuve pour dresser un acte d'accusation pour faits de meurtre, enlèvements, viols, détentions arbitraires, traitements inhumains, profanations d'églises – autant d'actes qui ont abouti à un nettoyage ethnique et à l'expulsion des Serbes du sud et du centre du Kosovo –, ainsi que de trafic d'organes. Les auteurs de ces crimes doivent être punis, quelles que soient leurs fonctions actuelles. Il est également indispensable qu'au cours des procédures judiciaires, la protection des témoins soit dûment assurée. Nous demandons au Secrétaire général de veiller activement à la suite donnée à la formation de ce tribunal spécial.

Les années passent, mais on n'assiste toujours à aucun progrès, au Kosovo, dans le domaine de la justice, de la lutte contre la corruption, contre la criminalité organisée, y compris le trafic de stupéfiants et la traite des personnes, et sur le plan des restrictions imposées à la liberté d'expression, ainsi que de l'ingérence politique dans le système judiciaire. En attestent les rapports récents à ce sujet de la Commission européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. On assiste manifestement également à une régression dans d'autres domaines, notamment sur le plan socioéconomique. Le taux de chômage est très élevé et la population quitte en masse le Kosovo pour trouver ailleurs une vie meilleure.

Nous sommes vivement préoccupés par les informations qui nous parviennent selon lesquelles des



fonctionnaires de haut rang de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) ont été impliqués dans des affaires de corruption, alors que ce sont eux, justement, qui sont censés inciter les Kosovars albanais à respecter l'état de droit. Nous exigeons qu'il soit procédé à une enquête impartiale sur ces incidents. En effet, selon les données dont nous disposons, certaines personnes pourraient, suite à leurs menées corrompues, rester en liberté alors qu'elles ont commis des crimes graves. Nous nous félicitons de la nomination du diplomate italien Gabriele Meucci à la tête d'EULEX. Nous espérons qu'il sera en mesure de mettre de l'ordre dans la mission et qu'il n'épargnera aucun effort pour que la mission s'acquitte de façon impartiale et cohérente du mandat qu'il lui a été confié par le Conseil de sécurité afin d'assurer l'état de droit au Kosovo.

Nous sommes également choqués par la vague de violence antiserbe qui a balayé le Kosovo suite à un match de football entre la Serbie et l'Albanie, le 14 octobre. Comme de coutume, Pristina s'est contentée de condamner officiellement les actes antiserbes. Cependant, on continue d'incendier des maisons de Serbes, sans que personne ne parle de traduire en justice les responsables. En outre, nous continuons d'assister à la profanation de monastères orthodoxes, y compris le joyau du patrimoine culturel mondial qu'est le monastère de Visoki Dečani, ce qui montre manifestement qu'il subsiste encore au sein de la société kosovare albanaise une intolérance interethnique. Ce n'est pas un hasard s'il y a un exode continu des minorités ethniques, qui quittent la région. Les lois garantissant leurs droits ne suffisent pas en soi, il faut aussi qu'elles soient appliquées.

En ce qui concerne la participation de Kosovars dans le conflit au Moyen-Orient, il faut que des mesures énergiques et permanentes soient prises pour enrayer cette tendance dangereuse.

La Mission des Nations Unies demeure la principale présence internationale au Kosovo. La médiation de l'Union européenne entre Belgrade et Pristina et le transfert d'une partie des fonctions de la MINUK à EULEX ne signifient nullement que le rôle de l'ONU soit réduit d'une quelconque manière. Compte tenu de l'ampleur et de la diversité des problèmes, nous demandons à la Mission des Nations Unies au Kosovo de s'acquitter intégralement et avec dynamisme de son mandat. Cela veut dire qu'elle doit disposer de toutes les ressources et de tout le personnel nécessaires à cet effet.

Nous nous opposons catégoriquement aux tentatives de dévaluer le rôle de la MINUK et appelons les Albanais du Kosovo à coopérer pleinement avec la présence des Nations Unies.

Pour conclure, je voudrais insister sur le fait que la position russe concernant le Kosovo et l'intégrité territoriale de la Serbie n'a pas changé. La résolution 1244 (1999) garde toute sa validité et son caractère contraignant en tant que base juridique approuvée par la communauté internationale pour un règlement de la situation au Kosovo.

**M. Barros Melet (Chili)** (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Farid Zarif, de son exposé. Nous souhaitons également la bienvenue au Premier Ministre serbe, M. Aleksandar Vučić, ainsi qu'à M. Hashim Thaçi.

Nous sommes inquiets du peu de progrès des négociations entre Pristina et Belgrade. Bien que le dialogue facilité par l'Union européenne se soit poursuivi, il n'a donné lieu qu'à des réunions techniques sur certaines questions sectorielles. Il est impératif que les dirigeants politiques des deux camps poursuivent le dialogue au plus haut niveau.

Dans cet esprit, nous exhortons tous les acteurs au Kosovo, en particulier les partis politiques, à faire des efforts et à rechercher des solutions de compromis permettant de sortir de l'impasse observée ces derniers mois. En ce sens, nous nous félicitons de l'accord de principe intervenu entre les grands partis politiques le 18 novembre, et espérons que le dialogue donnera des résultats.

Il est urgent également de relancer le dialogue facilité par l'Union européenne sur les questions urgentes relatives à l'administration des municipalités du Kosovo, afin de ne pas perpétuer le climat de tension entre les communautés serbes et albanaises. L'absence d'un accord politique au lendemain des élections a une incidence directe sur la stabilité et la gouvernance dans le nord du Kosovo.

En ce qui concerne la sécurité, nous sommes préoccupés par les incidents survenus à la frontière administrative du Kosovo. Il convient de suivre attentivement cette situation et de continuer à prendre des mesures efficaces pour éviter que de tels incidents se reproduisent. Il est indispensable de préserver un climat de sécurité si l'on veut que les négociations avancent.

Par ailleurs, et étant donné le caractère mondial que prend désormais le terrorisme, le Chili accueille avec satisfaction les mesures prises au Kosovo pour lutter contre le phénomène des combattants terroristes étrangers, en particulier ceux qui se rendent en Syrie et en Iraq. Nous invitons instamment les chefs politiques et religieux du Kosovo à continuer de travailler ensemble pour combattre l'extrémisme violent et le terrorisme, afin de détourner les jeunes de cette idéologie et du danger lié au fait de rejoindre des groupes désignés comme terroristes par le Conseil de sécurité.

Nous tenons à souligner le travail accompli par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à l'appui d'une consolidation énergique de la paix après le conflit. Je pense concrètement à la quête de vérité et de justice. Il est difficile de mettre en œuvre des politiques de réconciliation si on n'aborde pas la question du sort des 1 600 disparus à la suite du conflit. C'est là un travail indispensable pour pouvoir refermer les plaies ouvertes par la guerre. Nous prions instamment toutes les autorités concernées, les dirigeants politiques et la société civile de continuer à fournir toute information permettant de faire la lumière sur le sort des personnes disparues. L'aide médico-légale apportée par la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo contribue à ce processus de relèvement général.

Enfin, et comme nous l'avons déjà fait à plusieurs reprises au Conseil, nous soulignons le rôle central de la MINUK et le travail qu'elle continue d'effectuer en faveur de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits de l'homme, un aspect prioritaire pour faire avancer la réconciliation entre les communautés. Ce n'est que dans un climat de respect et de protection effective des droits fondamentaux que l'on peut espérer la réconciliation et un avenir de paix.

**M. Liu Jieyi** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Farid Zarif, de son exposé et je salue la présence au Conseil du Premier Ministre serbe, M. M. Aleksandar Vučić, que je remercie de sa déclaration. J'ai également écouté avec attention la déclaration de M. Hashim Thaçi.

La Chine respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie et comprend les préoccupations légitimes de la Serbie eu égard à la question du Kosovo.

La Chine estime que la résolution 1244 (1999) est la base juridique fondamentale pour régler la question du Kosovo. Le dialogue et la négociation sont le meilleur

moyen de régler la question du Kosovo, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et de parvenir à une solution acceptable pour toutes les parties, selon le cadre fixé par les résolutions pertinentes du Conseil.

Dans l'ensemble, la situation en matière de sécurité est demeurée stable au Kosovo ces derniers temps. Toutefois des facteurs complexes persistent. La Chine se félicite des efforts déployés par le Gouvernement serbe et le Premier Ministre Vučić lui-même pour trouver un règlement politique à la question du Kosovo. Nous sommes en faveur de la poursuite d'un dialogue concret et constructif entre Belgrade et Pristina pour mettre en œuvre les accords bilatéraux qui ont été convenus et pour protéger dans les faits les droits et intérêts légitimes des communautés ethniques du Kosovo, afin que les habitants de cette région puissent profiter rapidement des dividendes de la paix et du développement. Maintenir le dialogue pour aplanir les divergences et les différends, s'abstenir de toute action qui pourrait compliquer voire exacerber la situation et rechercher une solution durable à la question du Kosovo contribueront au maintien de la paix et de la stabilité dans les Balkans et en Europe, de manière générale. La communauté internationale partage un même objectif : trouver une solution appropriée au problème du Kosovo.

La Chine apprécie à sa juste valeur le travail effectué par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), sous la direction du Représentant spécial Zarif, et est favorable à ce que la Mission poursuive la mise en œuvre du mandat que lui a confié le Conseil. Nous espérons que la MINUK, la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo et la Force de paix au Kosovo, autrement dit la présence internationale au Kosovo, créeront des synergies tout en respectant leurs mandats respectifs et joueront un rôle constructif dans la promotion d'un règlement approprié de la question du Kosovo.

**M. Hmoud** (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je tiens à remercier M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) de son exposé détaillé. Je souhaite la bienvenue à M. Aleksandar Vučić, Premier Ministre de la République de Serbie, et M. Hashim Thaçi, Premier Ministre de la République du Kosovo, et je les remercie de leurs déclarations.

L'annonce de la date de l'élection du Président du Parlement kosovar, fixée au 8 décembre 2014, témoigne

que le climat politique s'apaise au Kosovo. Les mesures d'ordre constitutionnel qui doivent suivre, notamment l'élection d'un nouveau président et la formation d'un nouveau gouvernement, sont autant de signes de l'attachement sincère du Kosovo à une constitution démocratique et à une voie civilisée. Le degré de maturité dont fait montre la classe politique au Kosovo face aux tâches constitutionnelles qu'elle doit relever permet d'envisager l'avenir du pays avec optimisme. Et même si cette annonce s'est fait attendre, les consultations prolongées entre les différentes parties ont, malgré les diverses complications, abouti à l'instauration d'un environnement politique stable.

Dans ce contexte, la Jordanie salue le rôle de la Cour constitutionnelle du Kosovo et la façon dont elle a fait face aux complications qui ont suivi l'annonce des résultats des dernières élections de l'Assemblée du Kosovo, lesquelles ont fini par aboutir à la formation d'alliances entre les parties vainqueurs. Le professionnalisme de la Cour face à ces complications a mis en évidence les progrès réalisés dans le système administratif au Kosovo.

La sécurité et la stabilité de la région ne seront possibles que grâce à l'établissement de relations de bon voisinage fondées sur le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque État et le principe de non-ingérence dans les affaires internes d'autres États. C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité d'avancer dans la mise en œuvre de l'accord du 19 avril 2013 entre les deux États voisins du Kosovo et de la Serbie. Nous nous félicitons également de la poursuite des négociations techniques entre les deux pays, notamment durant les élections qui ont eu lieu au Kosovo. Nous appelons de nouveau à la reprise, au plus vite, du dialogue de haut niveau sous l'égide de l'Union européenne.

Je me félicite de ce qu'a déclaré le Premier Ministre de la Serbie quant à la volonté de son pays de régler le conflit pacifiquement par la voie du dialogue et de l'ouverture de négociations avec Pristina.

La Jordanie se félicite du niveau de développement et des progrès accomplis par le Kosovo dans divers domaines, notamment l'état de droit et les droits de l'homme. Nous exhortons le Kosovo à poursuivre sur cette voie. Nous réaffirmons l'importance des activités menées par la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo pour aider le pays à consolider ses institutions judiciaires et l'état de droit. Nous demandons aux autorités d'intensifier leurs efforts

axés sur une réconciliation globale entre les différents segments de la société au Kosovo et de veiller à traiter tous les citoyens sur un pied d'égalité conformément au droit. Nous les exhortons également à bien protéger les droits des minorités, notamment ceux de la minorité serbe. L'État du Kosovo doit également veiller à prévenir les attaques contre les lieux saints de quelque religion que ce soit.

Depuis son indépendance, le Kosovo a fait d'importants progrès vers le renforcement de sa stature internationale. À ce jour, 108 États Membres de l'ONU ont reconnu le Kosovo. La Jordanie demande donc que l'adhésion du Kosovo aux diverses organisations et instances internationales soit facilitée. Nous appuyons également la proposition de laisser passer plus de temps entre les rapports intérimaires du Secrétaire général sur la MINUK, au vu de la stabilité de la situation au Kosovo.

Enfin, nous tenons à remercier le Chef et le personnel de la MINUK des efforts qu'ils déploient pour s'acquitter de leur mandat.

**M. Quinlan** (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial, M Farid Zarif, pour son rapport (S/2014/773). Je salue également le rapport de la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur les activités de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX). La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et l'EULEX continuent de promouvoir la paix, la sécurité, les droits de l'homme et l'état de droit au Kosovo, en étroite coopération avec les partenaires internationaux concernés, y compris la Force de paix au Kosovo (KFOR) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Je souhaite la bienvenue au Premier Ministre de la Serbie, M. Vučić, et au Premier Ministre du Kosovo, M. Thaçi.

La robustesse des débats concernant la formation d'un gouvernement peut être le signe d'une démocratie dynamique et arrivée à maturité, mais l'impasse politique prolongée à Pristina après le bon déroulement des élections le 8 juin, risque de saper les progrès réalisés à ce jour dans le cadre du dialogue avec Belgrade et de nuire à l'économie du Kosovo. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'accord de principe conclu récemment à Pristina en vue de former un gouvernement de coalition et de l'annonce selon laquelle l'Assemblée du Kosovo

se réunira à nouveau le 8 décembre. Nous engageons instamment le nouveau Gouvernement kosovar à s'engager, à titre prioritaire, dans une nouvelle phase de dialogue avec la Serbie. Nous l'exhortons également à mettre l'accent sur la lutte contre la corruption et sur une gouvernance responsable, et à s'employer à stabiliser la situation fiscale et économique du pays.

L'Australie se félicite des progrès enregistrés récemment dans les négociations techniques entre les autorités serbes et kosovares, en dépit de l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue politique de haut niveau. Les accords sur les points de passage, les télécommunications et l'énergie devraient faire une grande différence dans la vie de la population et faciliter l'activité économique. Les progrès et la coopération dans le domaine de la gouvernance municipale, y compris entre les quatre municipalités à majorité serbe et les autorités de Pristina, et en matière d'intégration de la police sont également à saluer. La mise en place intégrale de la communauté des municipalités serbes doit désormais constituer une priorité, de même que l'amélioration concrète de la situation d'ensemble des personnes déplacées du Kosovo.

Les conditions de sécurité au Kosovo continuent de se normaliser; le nombre d'incidents à motivation politique diminue de manière régulière, mais l'intensification des tensions interethniques au Kosovo à la suite de la suspension du match de football du 14 octobre entre l'Albanie et la Serbie à Belgrade, ainsi que des incidents dirigés contre des rapatriés serbes du Kosovo et leurs biens, montrent bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour renforcer l'harmonie interethnique. Nous félicitons les autorités kosovares chargées de la sécurité et l'EULEX pour la rapidité et l'efficacité avec lesquelles elles ont réagi face à ces incidents. Nous exhortons les dirigeants du Kosovo à poursuivre leurs efforts en vue de renforcer la compréhension et la réconciliation entre les différentes communautés ethniques.

L'Australie apprécie les efforts déployés par les autorités kosovares pour préserver le patrimoine culturel et religieux du pays, mais nous restons préoccupés par le fait que des actes de profanation de sites particulièrement importants continuent de se produire. Les messages provocateurs louant l'État islamique d'Iraq et du Levant peints sur les murs du monastère de Visoki Dečani le 12 octobre sont particulièrement préoccupants.

Dans ce contexte, l'Australie se félicite également des mesures prises par le Kosovo pour faire face au

problème de l'extrémisme et des combattants terroristes étrangers. De même que le Secrétaire général et d'autres personnes, nous saluons tous les groupes religieux et laïcs modérés du Kosovo qui s'efforcent de traiter des causes profondes de l'extrémisme et de lutter contre les combattants étrangers.

Nous prenons note des mesures prises par la MINUK et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour surveiller la situation et faciliter le retour volontaire des personnes déplacées. Le retour des réfugiés et des personnes déplacées par le conflit du Kosovo est un élément essentiel de la réconciliation à long terme, et encore une fois, nous appelons toutes les parties à redoubler d'efforts à cet égard.

Cette déclaration sur le Kosovo étant la dernière que fera l'Australie au Conseil de sécurité au cours de son mandat, le moment est venu de réfléchir à ces deux dernières années – une période de progrès substantiels dans les relations entre la Serbie et le Kosovo. Pour ces deux pays, l'accord du 19 avril 2013 et les résultats concrets produits par les négociations techniques placent la barre assez haut, exigeant des dirigeants serbes et kosovars élus au cours de l'année écoulée d'assurer une normalisation complète des relations dans le cadre d'une nouvelle phase de dialogue de haut niveau facilité par l'Union européenne. Nous nous félicitons de la récente visite effectuée à Belgrade par le Ministre des affaires étrangères, M Hoxhaj, signe de la détermination des deux parties à concrétiser cet objectif.

À la lumière de ces progrès, il est désormais possible de réduire la fréquence des débats du Conseil de sécurité sur le Kosovo afin de réorienter les ressources de cet organe – qui fait déjà face à des demandes sans précédent – vers d'autres défis plus graves posés à la paix et à la sécurité. Il serait bon dans un premier temps de prier le Secrétaire général de présenter ses rapports sur la MINUK tous les six mois. Le Conseil pourrait également commencer à examiner la question de savoir si le mandat actuel de la MINUK est adapté à la situation politique et aux conditions de sécurité actuelles du Kosovo.

**M. Pressman** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Zarif, de son exposé. Nous souhaitons la bienvenue au Conseil de sécurité au Premier Ministre du Kosovo, M. Thaçi, et au Premier Ministre de la Serbie, M. Vučić, et nous les remercions de leurs déclarations.



Les dialogues facilités par l'Union européenne entre le Kosovo et la Serbie, dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord d'avril 2013 sur les principes gouvernant la normalisation des relations, demeurent d'importance critique pour bâtir une démocratie forte, intégrée et ouverte à tous au Kosovo. Nous avons hâte de voir reprendre les réunions de haut niveau et se poursuivre diligemment les progrès en vue de l'application intégrale de l'accord de Bruxelles, dont fait partie le plein fonctionnement de l'ensemble des municipalités du Kosovo, conformément au droit kosovar. À cet égard, les États-Unis se félicitent des progrès accomplis récemment par les dirigeants politiques du Kosovo pour surmonter l'impasse politique qui a empêché la formation d'un gouvernement kosovar après les élections du mois de juin.

Nous appelons les dirigeants des partis politiques kosovars à agir rapidement, et dans le respect de la loi, afin de constituer l'Assemblée et de former le gouvernement en pleine conformité avec la Constitution, la législation et les décisions prises par la Cour constitutionnelle du Kosovo. Comme le Secrétaire général le fait observer dans son rapport (S/2014/773), il reste de nombreuses questions pressantes qui auront une incidence sur l'avenir de tous ceux qui vivent au Kosovo, et il y a des possibilités de poursuivre le processus historique de normalisation des relations avec Belgrade et de se réconcilier avec le passé. Il est capital, pour le bien-être de la population kosovare, pour le cheminement respectif du Kosovo et de la Serbie vers l'intégration européenne, et pour la stabilité, la paix et la prospérité de la région, de poursuivre sur la lancée des dialogues entre Belgrade et Pristina et de mettre pleinement en œuvre tous les accords conclus à ce jour. À cette fin, nous continuerons d'appuyer l'action intensive menée par l'Union européenne et sa Haute Représentante en vue de faire avancer le dialogue.

Bien que les progrès aient marqué un temps d'arrêt au niveau politique dans l'attente de la formation du Gouvernement kosovar, les avancées se poursuivent sur le plan technique, notamment avec les accords importants portant sur la gestion intégrée des points de passage, la liberté de circulation, l'énergie et la reconnaissance réciproque des contrats d'assurance automobile, qui permettront aux citoyens des deux pays de traverser facilement les frontières. Nous nous félicitons de la coopération entre les autorités locales et internationales, qui a permis de faciliter les voyages de pèlerins serbes au Kosovo pendant les fêtes religieuses de novembre.

Les États-Unis condamnent ceux qui cherchent à se mettre en travers de la construction d'une démocratie sans exclusive au Kosovo en commettant des actes de violence ou d'intimidation ou en attisant les tensions, la méfiance et la peur entre communautés. Les menaces proférées contre les rapatriés et leurs biens, les actes de vandalisme déplorables commis au monastère de Visoki Dečani les 11 et 12 octobre et les discours incendiaires qui ont entouré la suspension du match de football qui se jouait à Belgrade entre la Serbie et l'Albanie sont autant de raisons de s'inquiéter. Ces incidents prouvent la nécessité de mieux sensibiliser l'opinion publique, de redoubler d'efforts pour promouvoir le dialogue et la compréhension, et de renforcer encore la sécurité là où le besoin s'en fait sentir.

La Force de paix au Kosovo (KFOR) et la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) continuent de jouer un rôle indispensable, en coopération avec les autorités kosovares, pour assurer la sécurité et consolider l'état de droit à travers tout le pays. Leurs efforts ont également contribué à garantir les conditions propices à la progression de la mise en œuvre des accords de dialogue entre le Kosovo et la Serbie. L'appui fourni par la KFOR en matière de sécurité et sa présence en tant qu'intervenante de troisième ligne à Mitrovica, après le match de football entre la Serbie et l'Albanie, ont permis d'éviter que les tensions ne dégénèrent en violence.

Le personnel d'EULEX conserve un rôle clef dans l'encadrement et la formation du personnel judiciaire et policier du Kosovo. Son travail continue de faciliter l'identification et le rapatriement des dépouilles de victimes des conflits antérieurs, comme nous avons pu le voir en septembre et en octobre. Certains collègues ont récemment fait des allégations à l'encontre de certains hauts fonctionnaires d'EULEX. Or, ces allégations doivent faire l'objet d'une enquête approfondie et transparente. Néanmoins, les propos incendiaires proférés à l'égard d'EULEX et le refus de coopérer pleinement dans certains domaines relevant du maintien de l'ordre sont inacceptables. Nous continuons pour notre part de soutenir la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo.

Enfin, les États-Unis prennent note, et se félicitent, de la participation croissante du Kosovo au sein des instances de coopération régionale, et ils saluent la décision prise le 10 octobre par le groupe consultatif multinational du Centre régional d'assistance à la mise en œuvre et à la vérification des accords de maîtrise des

armements, pour la coopération en matière de sécurité en Europe du Sud-Est, d'inviter le Kosovo à s'associer pleinement à l'organisation. L'intensification du dialogue entre les pays de la région est essentielle pour répondre aux préoccupations communes, comme la menace des combattants terroristes étrangers. Nous appelons les pays de la région à œuvrer de concert à la mise en place de mécanismes de prévention et d'intervention efficaces afin de contrer les individus – et les idées – extrémistes et prônant la violence. Dans le cadre de ces efforts, les États-Unis saluent le travail réalisé par les organes de répression kosovars et serbes pour répondre à la menace des combattants terroristes étrangers. Ces différents maillons sont très importants dans le cadre de l'effort global réalisé par la coalition de lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant, à laquelle nous remercions le Kosovo et la Serbie de participer.

**M<sup>me</sup> Jakubonė** (Lituanie) (*parle en anglais*) : Nous souhaitons la bienvenue au Conseil de sécurité au Premier Ministre de la République de Serbie, M. Aleksandar Vučić, et au Premier Ministre du Kosovo, M. Hashim Thaçi, que nous remercions de leurs déclarations. Nous remercions également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Farid Zarif, de son exposé.

Tous les trois mois depuis deux ans, les membres du Conseil prennent invariablement note des avancées positives dans la région et des changements irréversibles survenant sur le terrain. Nous félicitons les autorités kosovares de l'accord trouvé pour former un gouvernement de coalition, et espérons que celui-ci sera formé rapidement. Nous sommes d'avis qu'un nouveau gouvernement poursuivra le travail de fondation d'un Kosovo démocratique, pacifique, économiquement prospère et pluriethnique. Nous comptons que ce nouveau gouvernement poursuivra la voie des réformes et le processus de normalisation des relations avec Belgrade. Le gouvernement devra se concentrer sur l'état de droit, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée ainsi que sur les réformes globales qui s'imposent pour que le pays progresse encore sur la voie euro-atlantique. La coopération régionale et les relations de bon voisinage constituent un élément essentiel du processus d'évolution du Kosovo vers l'intégration dans l'Union européenne. Nous nous réjouissons de voir le Kosovo participer à diverses instances de coopération régionale, et attendons avec intérêt la prochaine conférence régionale officielle des ministres des affaires étrangères et des finances organisée à Pristina.

La Serbie et le Kosovo doivent progresser dans la mise en œuvre de l'accord du 19 avril 2013 sur les principes gouvernant la normalisation des relations, tout en renforçant la confiance entre les communautés. Nous prenons note des progrès qui ont été accomplis dans la gestion intégrée des points de passage, ainsi que dans les domaines des télécommunications et de l'énergie grâce au dialogue facilité par l'Union européenne, et nous encourageons la reprise des pourparlers de haut niveau dès que possible. Nous applaudissons en outre à la coopération entre Mitrovica et Pristina dans les préparatifs des élections municipales, et invitons chacun à régler les différends éventuels par le dialogue, y compris concernant la construction de logements dans la zone ethniquement mélangée de Kroi i Vitakut/Brđjani à Mitrovica-Nord.

Il est essentiel, pour la réconciliation, de garantir la justice. À cet égard, nous nous félicitons de la tenue de la réunion du Groupe de travail interministériel chargé des questions relatives au passé et à la réconciliation, première de ce groupe depuis près de 10 mois, ainsi que des mesures prises en vue de l'adoption d'une stratégie globale de justice transitionnelle.

Nous félicitons les experts serbes et kosovars et ceux de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo d'avoir achevé avec professionnalisme le rapatriement des restes humains exhumés d'un charnier à Rudnica. Nous appelons les parties à accélérer le processus consistant à permettre à un tribunal spécialisé de connaître des affaires découlant des travaux de l'Équipe spéciale d'enquête de l'Union européenne en 2015.

Nous saluons les efforts déployés par la police et les institutions de sécurité du Kosovo pour lutter contre le terrorisme au moyen d'une série d'opérations antiterroristes et de mesures législatives visant les combattants terroristes étrangers.

La situation au Kosovo reste calme, et nous saluons la coopération entre la police kosovare, EULEX et la Force de paix au Kosovo, s'agissant notamment de gérer les incidents et de prendre des mesures de lutte contre l'exploitation forestière illicite. Ma délégation tient toutefois à rappeler qu'il y a un an, un policier lituanien d'EULEX a été tué dans le nord du Kosovo, dans l'exercice de ses fonctions. Nous appelons les autorités respectives à retrouver les coupables et à les traduire en justice.

Nous appuyons toujours la bonne mise en œuvre du mandat d'EULEX ainsi que l'aide impartiale fournie par la mission au Kosovo aux fins de la consolidation d'institutions garantes de l'état de droit qui soient viables et comptables de leur action. Les récentes allégations de corruption contre les membres du personnel d'EULEX doivent être examinées sur-le-champ. Nous nous félicitons de la décision prise par la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, M<sup>me</sup> Federica Mogherini, de nommer un expert juridique indépendant à cet égard.

Enfin, après avoir pris note des progrès enregistrés dans la mise en œuvre de l'accord entre Belgrade et Pristina et de la résolution 1244 (1999), la Lituanie appelle une nouvelle fois le Conseil à revoir le cycle actuel de présentation des rapports et d'organisation des débats sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) en vue d'en réduire la fréquence en 2015, ainsi qu'à envisager un retrait progressif de la MINUK en fonction de l'évolution sur le terrain.

**M. Manzi** (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, de son exposé exhaustif et de la compétence dont il continue de faire preuve à la tête de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. Je tiens également à remercier S. E. M. Aleksandar Vučić, Premier Ministre de la Serbie, et M. Hashim Thaçi, du Kosovo, de leurs déclarations.

Lors du dernier débat du Conseil sur le Kosovo, le 29 août (voir S/PV.7257), le Rwanda a salué la tenue le 8 juin d'élections pacifiques, transparentes et bien organisées pour l'Assemblée du Kosovo, après la dissolution de l'Assemblée précédente. Cependant, aujourd'hui, nous sommes préoccupés par l'impasse actuelle s'agissant de l'élection du Président de l'Assemblée et de la formation d'un gouvernement, qui risque d'empêcher les autorités de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité, encourager la réconciliation et promouvoir le bien-être économique des Kosovars. Nous encourageons tous les partis politiques à intensifier leurs efforts afin de mettre fin à cette impasse institutionnelle.

Nous notons qu'au cours de la période considérée, il n'y a pas eu de réunions de haut niveau entre Belgrade et Pristina dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Nous félicitons néanmoins l'Union européenne pour les efforts qu'elle continue de

déployer afin de promouvoir le dialogue, notamment en organisant des négociations techniques et des réunions de travail qui ont abouti à des accords relatifs aux points de passage, à la liberté de circulation, aux télécommunications et à l'énergie. À cet égard, étant donné que le Rwanda appuie l'intégration régionale, nous saluons les progrès accomplis par Belgrade et Pristina en vue de leur intégration dans l'Europe, et nous espérons que les problèmes évoqués dans le Rapport d'activité de 2014 concernant le Kosovo de la Commission européenne concernant les deux pays seront bientôt résolus.

S'agissant de la situation dans le nord du Kosovo, le Rwanda se félicite de la coopération étroite dont font preuve les deux communautés et des progrès réalisés en ce qui concerne la gouvernance municipale, y compris la coordination et l'harmonisation des budgets présentés par le maire de Mitrovica-Nord et le Bureau administratif de Mitrovica-Nord, et par les quatre municipalités à majorité serbe du nord du Kosovo et les autorités centrales. Nous nous félicitons également d'autres progrès accomplis, tels que l'intégration d'anciens membres de la police du Ministère de l'intérieur serbe dans les rangs de la police du Kosovo. Dans ce contexte, nous appelons toutes les parties à continuer sur cette lancée et à résoudre les questions en suspens, telles que les questions de construction de logements dans la zone ethniquement mélangée de Brdjani à Mitrovica-Nord.

Nous notons que les conditions de sécurité au Kosovo sont restées généralement calmes et stables, malgré des incidents déplorables, notamment ceux liés à l'exploitation illégale de la forêt et ceux qui ont pris pour cible le patrimoine culturel et religieux. Nous félicitons la police du Kosovo de ses efforts constants pour maintenir la paix et de la sécurité, avec le concours de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo et de la Force internationale de sécurité au Kosovo, ainsi que de sa détermination à lutter contre l'extrémisme violent et le fléau que représentent les combattants terroristes étrangers, comme en témoignent les mesures prises contre les partisans de l'État islamique. Nous voudrions saisir cette occasion pour souligner le rôle important que joue à cet égard la communauté islamique du Kosovo, qui a dénoncé la participation d'Albanais du Kosovo à des conflits à l'étranger. Nous espérons que le projet de loi interdisant la participation de Kosovars à des conflits armés à l'extérieur du Kosovo sera bientôt adopté par l'Assemblée du Kosovo.

Le Rwanda est préoccupé par la lenteur du processus de retour volontaire des personnes déplacées au Kosovo. À cet égard, nous félicitons les autorités du Kosovo pour les mesures de confiance qui ont été introduites dans le but de promouvoir la réconciliation entre les communautés, y compris l'intégration des membres de communautés minoritaires dans les institutions publiques et la police. Toutefois, nous estimons qu'il importe que toutes les parties prenantes poursuivent leur dialogue avec ces communautés en vue d'identifier et d'éliminer tous les obstacles au retour et à la réinstallation des personnes déplacées en toute sécurité.

Pour terminer, le Rwanda prend note de l'engagement de Belgrade et de Pristina en faveur du dialogue facilité par l'Union européenne, ainsi que des progrès réalisés par les deux parties en vue de la réalisation de leur objectif commun, l'intégration européenne. Nous espérons que l'impasse sera bientôt brisée en ce qui concerne l'élection du Président de l'Assemblée du Kosovo et que les deux communautés resteront engagées de manière constructive en vue de garantir au Kosovo et à tous ses citoyens une stabilité, une réconciliation et une prospérité durables.

**M. Oyarzábal** (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Farid Zarif, de sa présentation du rapport sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2014/773). Nous voudrions en outre saluer la participation à la présente séance de M. Aleksandar Vučić, Premier Ministre de la Serbie, et de M. Hashim Thaçi.

L'Argentine tient à souligner le rôle fondamental que joue l'ONU au Kosovo par l'entremise de la MINUK en promouvant la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme et sa coopération avec la Force internationale de sécurité au Kosovo et la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo, en maintenant une position de neutralité vis-à-vis du statut sous l'égide des Nations Unies. Il convient de rappeler que l'Argentine a voté pour la résolution 1244 (1999) lorsqu'elle était membre du Conseil de sécurité et estime que celle-ci demeure la base juridique internationale applicable au Kosovo pour parvenir à un règlement général au moyen d'un processus politique et de négociations.

S'agissant de la sécurité, nous déplorons les incidents graves qui se sont produits à proximité de la ligne de démarcation administrative, même si la situation

est demeurée stable dans l'ensemble. Cependant, nous sommes préoccupés par la persistance des incidents qui prennent pour cible des Serbes du Kosovo, en particulier dans la région de Pejë/Peć, dans l'ouest du Kosovo. Nous condamnons les actes de vandalisme qui continuent d'être commis contre des cimetières et les biens de l'Église orthodoxe serbe. Même si nous savons que les interventions de la police du Kosovo face aux crimes commis contre les minorités ethniques continuent de s'améliorer, nous demandons aux autorités compétentes de prendre les mesures qui s'imposent pour que de tels actes ne se reproduisent pas à l'avenir.

Nous saluons les progrès accomplis par la Serbie s'agissant des réformes institutionnelles serbes et des mesures visant à l'intégration de la Serbie dans l'Union européenne. Nous appelons les parties à reprendre leur dialogue de haut niveau facilité par l'Union européenne et nous tenons à mettre en relief les progrès importants accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord historique du 19 avril 2013. Nous exhortons les parties à poursuivre leurs efforts et à consolider ces progrès. Il convient également de rappeler que l'important travail de la MINUK demeure essentiel pour appuyer de façon optimale les processus politiques, en accordant une attention particulière aux questions relatives à la mise en œuvre de l'Accord du 19 avril 2013.

Nous voudrions appeler l'attention sur les progrès qui ont été réalisés en ce qui concerne l'intégration d'anciens membres de la police du Ministère serbe de l'intérieur dans les rangs de la police du Kosovo, un aspect très sensible de l'Accord. Nous appelons les parties à poursuivre sur cette voie grâce au dialogue et à la mise en œuvre de l'Accord afin de faire des progrès s'agissant des questions connexes relatives à l'appareil judiciaire et à l'état de droit. Nous encourageons toutes les présences internationales sur le terrain à continuer d'œuvrer de concert, dans le cadre de leurs mandats respectifs, en vue de contribuer à la consolidation des résultats obtenus et à l'exécution effective des mesures en suspens.

L'Argentine estime qu'il importe au plus haut point de garantir le plein respect des droits de l'homme des personnes déplacées et des minorités et d'assurer leur retour dans leurs lieux d'origine, pour qu'ils puissent jouir de leurs droits fondamentaux et ne fassent pas l'objet de discrimination. De même, l'Argentine reste préoccupée par le faible nombre de retours volontaires des déplacés au Kosovo depuis leur départ en 1999. Nous appelons les autorités compétentes à continuer de



rechercher et de mettre en œuvre des mesures pour régler ces questions en suspens, qui font obstacle au retour et à la réintégration définitive des personnes déplacées. À cet égard, les efforts déployés par le Comité international de la Croix-Rouge, le Conseil danois pour les réfugiés et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, avec l'appui et la coopération de la MINUK, sont capitaux.

Nous signalons aussi la création d'un organe consultatif par le Bureau pour le Kosovo-Metohija du Gouvernement serbe, auquel participent l'ONU et le Ministre des communautés et des retours du Kosovo. Il est également primordial de continuer à s'atteler à titre prioritaire aux tâches qui permettront d'effacer les traces et les séquelles du conflit, notamment de faire la lumière sur le sort des 1 690 personnes encore portées disparues. Nous soulignons à cet égard le fait que les restes humains exhumés d'un charnier à Rudnica ont été rapatriés le 13 octobre dernier. La MINUK doit continuer d'appuyer et d'encourager les initiatives visant à déterminer ce qu'il est advenu des personnes disparues, et il faut redoubler d'efforts et intensifier la coopération afin que les violations graves des droits de l'homme ne restent pas impunies.

Nous saluons le travail effectué par la MINUK pour appuyer l'état de droit, en particulier sa collaboration avec toutes les parties compétentes intéressées en vue de régler les grands problèmes sur le terrain. De même, nous tenons à souligner que les différentes présences internationales au Kosovo doivent continuer de renforcer leur coopération mutuelle afin de contribuer à créer les conditions requises pour une meilleure application de l'accord du 19 avril 2013. Enfin, nous nous félicitons du travail du Représentant spécial pour promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme au Kosovo, conformément à la résolution 1244 (1999).

**M. Oh Joon** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial, M. Farid Zarif, de son exposé. Nous souhaitons par ailleurs une chaleureuse bienvenue au Conseil au Premier Ministre Aleksandar Vučić et au Premier Ministre Hashim Thaçi, que nous remercions de leurs déclarations.

Les élections de juin ont fait naître l'espoir que ces premières élections générales organisées dans tout le Kosovo permettraient d'instaurer la stabilité démocratique dans le pays. Or, six mois après ces élections, les acteurs politiques restent enfoncés dans l'impasse et en conséquence la formation d'un nouveau gouvernement a pris du retard. À ce stade crucial du

cheminement du Kosovo vers la normalisation de ses relations avec Belgrade et son intégration à l'Union européenne, nous espérons que la prochaine session parlementaire prévue la semaine prochaine permettra de trouver un moyen de former le nouveau gouvernement.

Bien qu'il n'y ait pas eu de dialogue de haut niveau entre Belgrade et Pristina du fait du processus politique intérieur, nous estimons que les deux parties continuent d'avancer d'un pas régulier dans la mise en œuvre de l'accord du 19 avril 2013. Surtout, les pourparlers techniques se poursuivent, tout comme les progrès sur le terrain dans les domaines de la gestion intégrée des frontières, des télécommunications et de l'énergie. Les avancées récentes concernant l'application de l'accord sur la liberté de circulation, qui se sont traduites par l'ouverture de nouveaux points de passage, sont également encourageantes et ont permis d'améliorer sensiblement la vie quotidienne de la population.

Pour maintenir cet élan positif, il est crucial que le dialogue de haut niveau facilité par l'Union européenne reprenne au plus vite. Il reste un certain nombre de questions fondamentales – notamment l'intégration du secteur judiciaire dans le nord du Kosovo – pour lesquelles un dialogue politique s'impose si l'on veut espérer les régler. À cet égard, nous encourageons Belgrade et Pristina à redoubler d'efforts pour normaliser leurs relations.

En dépit de l'évolution encourageante du dialogue politique, nous ne devons pas perdre de vue les difficultés qui se profilent s'agissant de faire tomber les barrières émotionnelles entre les communautés ethniques. À cet égard, le travail de la Commission des personnes disparues et les efforts conjoints pour protéger le patrimoine culturel et religieux constituent un bon point de départ pour promouvoir la tolérance interethnique et renforcer la culture de respect mutuel.

Par ailleurs, il faut déployer des efforts plus vigoureux pour garantir pleinement la sécurité des minorités ethniques. Les incidents liés à la sécurité touchant des minorités ethniques et leurs biens continuent, en particulier, de susciter une grave inquiétude. Compte tenu de cette préoccupation commune, nous encourageons les autorités kosovares à dialoguer davantage avec les communautés minoritaires, notamment les Serbes du Kosovo, et à enquêter sur tous les cas de violence dont elles sont la cible. La coopération étroite entre la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) et la police du Kosovo revêt également une grande importance à cet égard.

Dans le même temps, nous tenons à féliciter les autorités kosovares de continuer de s'attaquer au problème de l'extrémisme et de la participation de Kosovars à des conflits étrangers, principalement en Syrie et en Iraq. Nous saluons par ailleurs le fait que plusieurs chefs religieux kosovars se sont publiquement dissociés de l'extrémisme violent, du radicalisme et du terrorisme.

Enfin, nous félicitons une fois de plus tout le personnel de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, d'EULEX et les autres partenaires internationaux pour leurs efforts inlassables au service de la paix et de la stabilité au Kosovo et dans l'ensemble de la région.

**M. Tatham** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, M. Farid Zarif, de l'exposé qu'il a présenté aujourd'hui. Je souhaite la bienvenue au Conseil aux Premiers Ministres Thaçi et Vučić.

Le Royaume-Uni se félicite que le Kosovo continue de se faire une place sur la scène internationale, avec notamment la récente annonce par le Comité international olympique que le Kosovo devrait être en mesure de participer aux prochains Jeux olympiques. Le Kosovo est maintenant reconnu par largement plus de la moitié des États Membres de l'ONU. Nous encourageons les pays qui n'ont pas encore reconnu le Kosovo à le faire.

Le Royaume-Uni reste attaché à ce que le Kosovo et la Serbie continuent d'avancer sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne. La normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie fait partie intégrante du cheminement des deux pays vers l'Union européenne et, comme nous l'avons déjà dit, la pleine mise en œuvre de l'accord de dialogue est nécessaire pour que des progrès puissent se faire. Nous nous félicitons que les deux Premiers Ministres aient à l'instant réaffirmé leur attachement au dialogue. Nous encourageons les deux parties à mettre en œuvre les accords existants et à poursuivre les progrès au niveau des groupes de travail. Il est encourageant que les pourparlers techniques continuent d'avancer dans le cadre des réunions de travail, notamment en ce qui concerne la gestion intégrée des points de passage, les télécommunications et l'énergie.

Il est toutefois clairement nécessaire de relancer la pratique des réunions de haut niveau une fois que le nouveau Gouvernement kosovar sera en place. La

formation d'un nouveau gouvernement peut contribuer à insuffler un nouvel élan au dialogue. Nous espérons voir des progrès décisifs en ce sens durant la session constitutive de l'Assemblée du Kosovo, prévue pour le 8 décembre.

Le Royaume-Uni prend acte avec préoccupation de la poursuite des incidents interethniques, notamment l'augmentation du nombre de vols visant les Serbes du Kosovo dans l'ouest du Kosovo et les actes de violence signalés contre des rapatriés serbes et leurs biens. Il ne peut y avoir aucune tolérance à l'égard de tels incidents ni aucun relâchement face à la nécessité de les combattre énergiquement et de faire en sorte que les auteurs rendent des comptes. Nous saluons les efforts déployés par les autorités kosovares, en particulier la police du Kosovo, pour réagir promptement à ces incidents. Comme le note le Secrétaire général dans son rapport (S/2014/773), leur intervention opportune à Mitrovica, le 14 octobre, afin de disperser la foule à la suite de la suspension d'un match de football opposant la Serbie à l'Albanie a permis d'éviter une escalade probable de la violence.

Le Royaume-Uni continue d'appuyer fermement la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX). Les allégations relayées par la presse concernant EULEX doivent être examinées. La Haute Représentante a annoncé la tenue d'une enquête externe indépendante sur EULEX, que nous appuyons pleinement.

Le Royaume-Uni s'associe au Secrétaire général pour saluer la détermination commune des autorités kosovares et des dirigeants de la communauté islamique du Kosovo à lutter contre l'extrémisme et le problème des combattants étrangers. Les multiples arrestations effectuées par la police du Kosovo le 11 août et le 25 septembre soulignent la volonté des autorités d'empêcher que des Kosovars se rendent à l'étranger pour participer à des conflits. Nous encourageons la poursuite d'une coopération étroite des services de police et de sécurité dans la région pour faire face à ces risques. Le rôle joué par les dirigeants de la communauté musulmane du Kosovo ainsi que par les autres dirigeants religieux et laïcs, pour se distancier, avec leurs communautés, de tout extrémisme est très positif.

Pour terminer, le Royaume-Uni réaffirme que la fréquence de ces débats aurait dû être réduite il y a longtemps, compte tenu des progrès réalisés au Kosovo ces 15 dernières années et de l'amélioration

des relations entre Pristina et Belgrade. La charge de travail du Conseil de sécurité continuant de s'alourdir, le Conseil doit se concentrer sur des situations et des questions qui constituent une véritable menace à la paix et à la sécurité internationales. Nous considérons que le Kosovo n'en fait pas partie. La fréquence actuelle de ces débats, durant lesquels nous entendons des membres du Conseil exprimer à nouveau des positions bien établies et en grande partie bien connues, ne nous paraît pas être une façon productive d'utiliser le temps du Conseil.

J'appuie également la proposition faite par d'autres représentants concernant le fait que le moment est venu de se demander si le dispositif du mandat de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo nécessite d'être revu à la baisse pour tenir compte de la situation actuelle au Kosovo.

**M. Bertoux** (France) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Farid Zarif, pour son exposé ainsi que le Premier Ministre de Serbie, M. Aleksandr Vučić, et le Premier Ministre du Kosovo, M. Hashim Thaçi, pour leurs interventions.

Nous revenons aujourd'hui sur le bilan de 2014, année de mise en œuvre de l'accord historique du 19 avril 2013 obtenu entre la Serbie et le Kosovo sous les auspices de l'Union européenne. Il s'avère que l'année écoulée a été moins riche en avancées majeures. Néanmoins, le dialogue entre les deux pays s'est poursuivi, permettant des approfondissements techniques nécessaires à la normalisation de leurs relations. Nous tenons à féliciter et à encourager les parties pour la poursuite de leur discussion en dépit du ralentissement provoqué par le contexte électoral dans les deux pays. Les espoirs suscités continuent d'être confirmés par les faits.

Le rapport du Secrétaire général (S/2014/773) revient sur la période suivant les élections du 8 juin au Kosovo, qui se sont déroulées, rappelons-le, dans le calme et la transparence. Il y a trois mois, ici même (voir S/PV.7257), nous formions le vœu qu'un compromis puisse être trouvé pour la formation rapide d'un gouvernement. Il semble qu'aujourd'hui les parties kosovares soient enfin sur le point d'y parvenir. Un accord de principe a été conclu entre les principales formations politiques en vue d'un accord de gouvernement formel, et nous attendons avec impatience la nomination du gouvernement, si possible dès le 8 décembre.

Ce processus a pris du temps, suscitant, de la part de ce Conseil, une attention croissante. Mais il

s'est fait dans le respect des procédures démocratiques. Aujourd'hui, il semble que la crise politique soit évitée : nous y décelons un nouveau signe de la maturité des partis kosovars. Tout en continuant d'observer attentivement leurs travaux à venir à Pristina, nous leur réitérons notre confiance.

Le Kosovo a besoin d'un gouvernement stable. C'est dans l'intérêt des Kosovars, au regard des défis économiques urgents du pays ainsi que des attentes que l'ensemble de la population, y compris dans le nord, a exprimées au travers de sa bonne participation au scrutin national. C'est également une attente du Conseil.

Nous resterons particulièrement attentifs, au-delà des réformes internes, à la reprise rapide du dialogue politique entre Belgrade et Pristina. Des progrès techniques sont certes toujours enregistrés, mais il est essentiel que les Gouvernements des deux pays redonnent désormais un élan politique à un processus de normalisation qui ne peut se poursuivre de lui-même. Il en va aussi de la poursuite de leur rapprochement européen, et j'y reviendrai.

Le Kosovo ne pourra se tourner sereinement vers l'avenir sans que la lumière puisse être faite sur son passé. Désormais, c'est au Kosovo de prendre ses responsabilités et de faciliter l'établissement d'un tribunal chargé de donner suite aux travaux menés par l'Équipe spéciale d'enquête. Là encore, compte tenu de la gravité des crimes allégués, la formation attendue d'un gouvernement et la reprise des travaux du parlement à Pristina sont des développements nécessaires à un dossier qui ne peut en aucun cas être négligé.

Nous n'avons aucun doute sur la volonté des Kosovars de s'engager dans un processus judiciaire qui permettra d'affronter tous les aspects des heures difficiles qu'a connues le Kosovo à la fin des années 90. Nous comptons là aussi sur les partis politiques à Pristina, qui doivent démontrer leur maturité et leur détermination, comme ils l'ont déjà fait par le passé.

Je ne reviens pas sur les incidents qui se sont déroulés à la fin du mois d'août, ni sur les opérations de police conduites dans le pays contre d'éventuels soutiens au groupe terroriste Daech, si ce n'est pour saluer le sérieux des forces de sécurité kosovares dans leur réponse efficace et mesurée. Pour nous, la situation sécuritaire au Kosovo demeure stable.

Nous notons avec satisfaction les progrès réalisés dans l'intégration d'anciens policiers serbes dans la police kosovare, signe de la mise en œuvre effective

de l'accord du 19 avril 2013. La mise en place d'une communauté de communes serbes, dotée de véritables compétences, était l'autre marque de progrès que le représentant du Secrétaire général nous invitait, en début d'année, à rechercher. Ces deux processus sont indissociables pour renforcer la confiance de la population locale dans le cadre institutionnel kosovar. Nous espérons pouvoir enregistrer rapidement des avancées sur ce volet également.

Nous encourageons enfin les parties à assurer le respect des droits des personnes appartenant à des minorités. Le volume du retour de réfugiés au Kosovo reste un motif de préoccupation. La restauration de la confiance mutuelle entre communautés demeure l'unique chemin pour permettre au Kosovo et à la Serbie d'ouvrir une nouvelle page de leur histoire.

Je terminerai en saluant la marche conjointe du Kosovo et de la Serbie vers l'Union européenne. Des étapes importantes ont été franchies. La Serbie a réalisé des transformations institutionnelles conséquentes, et nous saluons les efforts déjà accomplis. Le processus technique de négociations d'adhésion à l'Union européenne, formellement lancé le 21 janvier dernier, se poursuit. Nous espérons désormais que les efforts fournis par la Serbie seront reconnus et qu'un premier chapitre de négociation pourra être ouvert prochainement.

La Commission européenne a de son côté salué l'engagement de Pristina en vue de la conclusion de l'accord de stabilisation et d'association. Nous espérons que cet accord pourra être finalisé très prochainement. Il est important que les progrès de chacune des deux parties se fassent du même pas, afin d'éviter que tout retard de l'un ne ralentisse la marche de l'autre.

**M. Maes** (Luxembourg) : Je remercie à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M. Farid Zarif, de son exposé. Je salue S. E. M. Aleksandar Vučić, Premier Ministre de la Serbie, et S. E. M. Hashim Thaçi, Premier Ministre du Kosovo, et les remercie de leurs interventions.

Nous saluons le fait que la situation sécuritaire au Kosovo est restée calme et stable au cours de la période qui a suivi notre dernier débat au Conseil de sécurité (voir S/PV.7257), y compris dans les quatre municipalités à majorité serbe dans le nord du pays. Autre fait positif : la Serbie et le Kosovo ont poursuivi le processus de normalisation de leurs relations, au niveau technique, dans le cadre du dialogue facilité par l'Union

européenne, en attendant la constitution du nouveau Gouvernement du Kosovo suite aux élections du 8 juin.

Nous encourageons les nouveaux élus à créer dans les meilleurs délais les conditions nécessaires à la reprise du dialogue de haut niveau, facilité par l'Union européenne. Les récentes avancées dans les discussions entre les deux partis ayant recueilli le plus de voix lors des élections laissent espérer la formation prochaine d'un gouvernement soutenu par une majorité stable au Parlement. Il incombe aux nouveaux élus de faire preuve d'esprit de compromis et de faire primer l'intérêt du pays et le respect de la Constitution du Kosovo sur d'autres considérations.

Le Luxembourg se félicite des importantes mesures qui ont été prises par les organes de police et de sécurité du Kosovo pour contribuer à la lutte contre le problème mondial de l'extrémisme violent. Je pense en particulier aux mesures prises afin d'empêcher la participation de citoyens kosovars aux conflits à l'étranger. Nous encourageons le nouveau Parlement à faire de l'adoption du projet de loi interdisant la participation de Kosovars à des conflits armés à l'extérieur du Kosovo une de ses priorités.

Parmi les autres priorités qui attendent les nouveaux élus figure, outre le budget de 2015, la mise en place du tribunal spécial, suite aux travaux de l'Équipe spéciale d'enquête de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo sur les allégations contenues dans le rapport de Dick Marty. Ce tribunal spécial permettra de traduire en justice les responsables des crimes commis, tout en permettant à ceux qui sont accusés à tort de prouver leur innocence.

En parlant de la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) et étant donné que certaines délégations ont évoqué les allégations de corruption visant des magistrats d'EULEX, je voudrais souligner ici que nous avons pleine confiance en la capacité de M. Jean-Paul Jacqué, l'expert indépendant nommé le 10 novembre dernier par la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, pour faire toute la lumière sur ces allégations. Ces allégations ne doivent pas être utilisées pour remettre en cause le rôle important qu'EULEX continue de jouer pour renforcer l'état de droit au Kosovo.

La formation prochaine du nouveau gouvernement au Kosovo devra être suivie d'une reprise sans délai du dialogue à haut niveau facilité par l'Union européenne,



afin d'assurer l'application complète de l'accord historique conclu le 19 avril 2013. Une importance particulière doit être accordée à cet égard à deux points : la mise en place de l'Association/Communauté des municipalités à majorité serbe, et le démantèlement intégral des structures parallèles, en particulier des structures de sécurité.

Le processus de normalisation des relations entre Belgrade et Pristina, sous les auspices de l'Union européenne, a durablement changé la nature des relations entre la Serbie et le Kosovo. Au fur et à mesure que les deux pays progressent sur la voie de l'intégration européenne, l'implication des Nations Unies sur le terrain deviendra de moins en moins déterminante. Nous encourageons donc les Nations Unies à ajuster leur présence à la stabilisation durable de la situation au Kosovo, comme l'Union européenne l'a fait, entre autres, en reconfigurant EULEX. Il serait également opportun de revoir le cycle des rapports et des réunions du Conseil de sécurité consacrés à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

Pour conclure, et alors que notre mandat au Conseil de sécurité approche de son terme, je voudrais saisir cette occasion pour encourager une nouvelle fois les responsables de la Serbie et du Kosovo à continuer de faire preuve de la volonté et du courage politiques nécessaires pour mener à bien la réconciliation entre leurs pays et rapprocher leurs pays de l'Union européenne. Le Kosovo et la Serbie pourront continuer de compter sur le soutien actif du Luxembourg pour réaliser leur avenir européen.

**M. Cherif** (Tchad) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Tchad.

Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Farid Zarif, de son exposé. Je voudrais également saluer la présence du Premier Ministre de la Serbie, S. E. M. Aleksandar Vučić, et du Premier Ministre du Kosovo, S. E. M. Hashim Thaçi, et je les remercie de leurs interventions.

Le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2014/773) fait état d'une situation politique tendue et d'un blocage institutionnel qui constitue un défi pour le processus démocratique du Kosovo. Nous notons avec préoccupation que, depuis cinq mois, après la tenue des élections législatives anticipées du 8 juin, réalisées dans un cadre juridique unifié, le Kosovo n'a

toujours pas formé un nouveau gouvernement. La crise provoquée par la recherche d'un équilibre des forces n'a pas non plus trouvé de solution et ce, malgré le renvoi de la question devant la Cour constitutionnelle. En outre, le Kosovo a organisé des élections municipales le 3 novembre, qui, selon les observateurs internationaux, se sont déroulées de manière correcte, sauf dans le Nord, à Mitrovica-Nord, où il a été signalé des violences et une faible participation.

Nous pensons que cette tension politique continue et ces vides institutionnels pourraient exacerber une situation économique déjà assez difficile. Le Tchad appelle les acteurs politiques du Kosovo au dialogue pour trouver les voies de sortie de l'impasse, en vue de permettre la formation du gouvernement et, ainsi, de préserver la fragile cohésion nationale. Dans le même sens, le Tchad encourage les autorités à poursuivre le dialogue facilité par l'Union européenne, conformément à l'accord du 19 avril sur la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina.

Le Tchad félicite et encourage la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) dans l'accomplissement de son mandat et réitère en particulier son soutien au travail sur les personnes disparues et les personnes déplacées. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, il reste encore plus de 17 200 déplacés internes au Kosovo. Nous notons des avancées sur la question des retours et de l'identification, tout comme l'amélioration de l'accès des communautés minoritaires aux emplois dans les institutions publiques du Kosovo.

Sur le plan judiciaire, le Tchad note également les progrès réalisés sur les questions des crimes de guerre, de la lutte contre la criminalité organisée et la corruption, de la traite des personnes, du droit de propriété, ainsi que du renforcement des capacités institutionnelles dans le secteur de la justice. Nous invitons les autorités du Kosovo à renforcer davantage les mesures appropriées pour endiguer le phénomène des combattants terroristes étrangers et les actes de profanation des lieux saints.

Pour terminer, nous voudrions rappeler que les priorités de la Mission restent la promotion de la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme au Kosovo et dans la région. À cet égard, nous saluons la fructueuse collaboration entre l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la Force de paix au Kosovo, la Mission État de droit menée par l'Union européenne au Kosovo et la MINUK pour la poursuite

de leurs efforts en vue d'instaurer la paix, la stabilité et le développement au Kosovo.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Il n'y a plus d'orateur inscrit sur la liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

*La séance est levée à 17 h 25.*